

Continuons.

Plateforme électorale
de la Coalition Avenir Québec



Continuons.org

Table des matières

Message du chef de la Coalition Avenir Québec	3
Les grandes réalisations	5
Les priorités d'un prochain mandat	17
Économie Plus d'argent dans le portefeuille des Québécois	18
Santé Une première ligne humaine, efficace et accessible	26
Changements climatiques Un leader de l'économie verte	34
Éducation Offensive majeure contre le décrochage	40
Identité nationale Le Québec d'abord	46

Message du chef de la Coalition Avenir Québec

Continuons!

Depuis 2018, nous avons vécu bien des choses ensemble. Malgré les difficultés qu'on a été obligé de surmonter avec la pandémie, on a remis notre nation sur le chemin de la fierté et de la prospérité. Nos finances sont en ordre, l'écart de richesse avec nos voisins a diminué et nous avons le taux de chômage le plus bas de notre histoire. Ce serait dommage de briser ce bel élan.

Je me trouve privilégié d'avoir été votre premier ministre pendant quatre ans. Ça n'a pas toujours été facile, mais on s'est serré les coudes et on a traversé les crises ensemble. Je suis fier du bilan de notre gouvernement, et je veux mériter votre confiance pour continuer de servir la nation québécoise pendant un autre mandat.

Remettre de l'argent dans votre portefeuille

La première de nos priorités pour le mandat qui vient, c'est de vous protéger contre l'inflation en remettant de l'argent dans votre portefeuille. Dans les derniers mois, j'ai vu des familles qui ont de la misère à joindre les deux bouts parce que tout coûte plus cher, surtout l'essence et l'épicerie. J'ai aussi parlé à des aînés qui n'ont pas de gros revenus et qui sont inquiets devant la montée des prix. Comme premier ministre, c'est mon devoir de protéger le niveau de vie des Québécois.

Pour y arriver, nous allons mettre en place un Bouclier contre l'inflation comprenant quatre mesures :

- Une baisse d'impôt responsable pour la classe moyenne
- Un versement de 600\$ par adulte ayant un revenu de 50 000\$ ou moins, et de 400\$ par adulte gagnant de 50 000\$ à 100 000\$, ce qui profitera à 6,4 millions de Québécois
- Un montant de 2000\$ par année pour les personnes âgées à bas revenu
- Le plafonnement des tarifs gouvernementaux à un maximum de 3% pour les quatre prochaines années

Améliorer l'accès aux soins de santé

Notre autre grande priorité, c'est la santé. La pandémie nous a montré les failles du réseau, mais elle nous a aussi appris qu'avec du courage et de la détermination, on pouvait réussir. Avec Christian Dubé comme ministre de la Santé et des Services sociaux, on a la chance d'avoir un gestionnaire d'expérience et un homme de résultats. On propose aux Québécois un plan de santé, qui va permettre à tous d'avoir un accès plus simple et plus rapide aux soins, et de rendre le réseau de la santé plus humain et plus efficace.

Devenir un leader de l'économie verte

L'environnement, c'est l'enjeu du siècle. Le Québec est chanceux d'avoir beaucoup d'énergie propre, ce qui lui donne une longueur d'avance dans la transition énergétique. À la CAQ, notre vision est de faire du Québec un leader mondial de l'économie verte, pour protéger notre environnement tout en créant de la richesse pour tous. En bâtissant un Québec plus vert et plus prospère, on va pouvoir financer davantage l'éducation, la santé, l'environnement et notre culture.

Défendre et promouvoir notre identité et nos valeurs

J'aime profondément le Québec et les Québécois, et je pense que c'est une des qualités les plus importantes pour un premier ministre. Depuis quatre ans, le Québec a retrouvé sa fierté grâce à un gouvernement nationaliste qui se tient debout pour notre identité et nos valeurs. Nous avons adopté la Loi 21 sur la laïcité et la Loi 96 sur le français. Malheureusement, des oppositions veulent revenir en arrière, et laisser tomber ces lois importantes pour le Québec. L'équipe de la CAQ a besoin d'un mandat fort pour continuer de défendre notre langue, nos valeurs et notre cohésion nationale.

Je suis honoré d'être votre premier ministre, et je suis fier du chemin que nous avons fait ensemble. Toute mon équipe souhaite continuer à vous servir, à servir le Québec. J'ai besoin de votre appui pour continuer de faire avancer le Québec.

Continuons à bâtir un Québec plus prospère, plus vert et surtout, plus fier!


François Legault

Les grandes réalisations

En remportant les élections en 2018, la CAQ a marqué l'histoire en mettant fin à 50 ans d'alternance au gouvernement entre le Parti libéral et le Parti Québécois. Les électeurs ont alors fait le choix de tourner le dos aux affrontements qui auront marqué toute une génération.

Qu'en est-il quatre ans plus tard ?

Le gouvernement Legault est parvenu à réaliser presque tous ses engagements électoraux. Dans des circonstances difficiles compte tenu d'une pandémie ayant mis le Québec à rude épreuve, les ministres de la CAQ ont réussi à concrétiser une proportion plus élevée d'engagements que les gouvernements précédents.

Résultat : des changements qui touchent toutes les sphères de la vie québécoise, des réalisations qui prouvent que la CAQ tient ses promesses et qu'elle le fait au profit de tous les Québécoises et les Québécois.

En voici quelques exemples éloquentes :

| Portefeuille

Grâce à sa bonne gestion du trésor public et de l'économie, le gouvernement de la CAQ a réussi à redonner aux Québécoises et aux Québécois plus de 3 milliards de dollars par année. Cet argent a augmenté leur qualité de vie et leur pouvoir d'achat.

Le gouvernement de la CAQ a versé cette année une aide de 500\$ à 6,4 millions de Québécois pour combattre les effets de l'inflation. Cette aide directe a permis de répondre à leurs besoins les plus pressants. Elle s'ajoutait à l'aide déjà octroyée à 3,3 millions de Québécois à faible revenu (275\$ pour une personne seule, 400\$ pour un couple). Par solidarité envers nos aînés, une aide de 400\$ pour les personnes de plus de 70 ans avait aussi été accordée en novembre 2021.

Après avoir augmenté de 112% en 15 ans, les taxes scolaires ont aussi été ramenées à un niveau plus acceptable. Le gouvernement a aussi éliminé la taxe famille instaurée par le gouvernement libéral qui privait les gens de la classe moyenne de milliers de dollars en raison de tarifs en garderie exorbitants.

| Économie

Grâce à la mobilisation de toutes les forces vives de la société, l'économie québécoise a récupéré rapidement ce qu'elle avait perdu durant la pandémie. Ainsi, en 2021, notre croissance économique a été plus forte que celles de l'Ontario, du reste du Canada et même des États-Unis. Avec l'équipe économique de la CAQ, le Québec est idéalement positionné pour s'imposer dans des domaines d'avenir, comme les énergies vertes, le transport électrique et l'intelligence artificielle.

| La filière du transport électrique

Partout dans le monde, les gouvernements se tournent de plus en plus vers l'électrification des transports collectifs et individuels. Le Québec dispose d'avantages incomparables pour réussir ce virage : des minéraux stratégiques pour la fabrication de batteries, de l'énergie verte et abordable, des infrastructures pour produire l'aluminium le plus propre du monde. En misant sur ses nombreuses forces, le Québec peut devenir un chef de file mondial de la filière du transport électrique et des batteries.

Le gouvernement a posé des gestes forts pour concrétiser cette vision et s'assurer que nos travailleurs en profitent. Le ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, a notamment présenté une stratégie de développement de la filière batterie. Cette stratégie a commencé à porter fruit avec les investissements récents de grandes entreprises comme GM, Alstom, Volvo et BASF au Québec.

Investissements historiques en transport collectif

Jamais un gouvernement n'a investi autant pour réaliser de grands projets de transport collectif. Avec le Réseau express de la capitale à Québec, la réalisation du SRB Pie-IX, l'extension de la ligne bleue du métro à Montréal, le « REM de l'Est » et de la Rive-Sud, le gouvernement s'emploie à développer des réseaux de transport en commun plus efficaces et accessibles. Des investissements importants sont également effectués pour développer l'offre de transport collectif en région. Ces projets comprennent autant que possible des clauses d'achat d'autobus et de wagons de trains fabriqués au Québec.

De surcroît, le gouvernement Legault investit comme jamais pour l'électrification des autobus urbains et scolaires. En 2021, il a annoncé la plus importante commande d'autobus électriques urbains en Amérique du Nord. Le gouvernement projette également d'électrifier progressivement la flotte d'autobus scolaires. Cette transition se fait en misant le plus possible sur les compétences des entreprises québécoises qui fabriquent des autobus. C'est une mesure concrète pour réduire les GES tout en créant de la richesse au Québec.

Opération main-d'œuvre

L'Opération main-d'œuvre est une initiative sans précédent qui vise à répondre aux besoins en main-d'œuvre de six secteurs prioritaires : la santé et les services sociaux, l'éducation, les services de garde, la construction, les technologies de l'information et l'ingénierie. Au total, 3,9 milliards de dollars seront investis afin d'attirer, de former et de retenir 170 000 travailleurs supplémentaires en cinq ans.

Environnement

Avec le Plan pour une économie verte, le ministre Benoît Charrette a présenté une feuille de route réaliste et financée afin d'atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre (GES) du Québec d'ici 2030 et la carboneutralité d'ici 2050. Un plan complet et rigoureux, qui repose principalement sur l'électrification de l'économie, grâce à l'énergie propre produite chez nous. C'est plus de 7,6 milliards de dollars qui seront consacrés à cet effort sur cinq ans.

Fin de l'exploitation des hydrocarbures

Le 12 avril 2022, le Québec est devenu le premier État en Amérique du Nord à interdire l'exploitation et l'exploration des hydrocarbures sur son territoire. L'Assemblée nationale a adopté une loi à cet effet pour mieux protéger l'environnement. Toutes les activités

de recherche et d'exploitation des hydrocarbures au Québec sont désormais prohibées. Par l'adoption de cette loi, le Québec se conforme à l'engagement pris en adhérant à *Beyond Oil and Gas Coalition* (BOGA), un regroupement d'États qui ont fermé la porte à l'exploitation des hydrocarbures.

Protection du territoire

En protégeant 17% de notre territoire terrestre et 10% de notre territoire maritime, le gouvernement de la CAQ a fait passer le Québec de cancre à leader mondial dans le domaine. Le Québec est dorénavant l'endroit au Canada ayant la plus vaste superficie d'aires protégées, dont l'île d'Anticosti, un joyau de notre patrimoine naturel. Le gouvernement de la CAQ a aussi mis en place un système de traçabilité pour mettre fin aux déversements illégaux de sols contaminés sur nos terres agricoles.

Gestion des matières résiduelles

Le gouvernement de la CAQ a modernisé la gestion des matières résiduelles en responsabilisant les producteurs afin qu'ils mettent en marché des produits recyclables. Le gouvernement a aussi modernisé le système de consigne de plusieurs contenants, notamment les bouteilles d'alcool, ce qui favorisera grandement le recyclage.

Régions

L'équipe économique de la CAQ a lancé des projets d'investissement créant des milliers d'emplois bien rémunérés dans des domaines porteurs comme l'énergie éolienne, le transport électrique, l'aérospatiale, l'autonomie alimentaire ou le tourisme. On a fait un pas de géant en étendant l'accès à Internet haute vitesse à tout le territoire québécois. Avec un gouvernement de la CAQ, les régions sont au cœur d'une vision économique visant à donner naissance à de nouveaux fleurons industriels partout sur le territoire.

Agriculture

Le gouvernement de la CAQ a agi pour favoriser l'achat local en déposant la toute première Stratégie nationale d'achat des aliments québécois dans nos écoles, nos hôpitaux et nos centres de la petite enfance. Nous avons également investi dans l'identification des produits québécois à l'épicerie avec aujourd'hui plus de 26 000 produits d'ici. En ayant comme objectif de doubler la production en serre, nous avons déjà ajouté 61 hectares (l'équivalent de 85 terrains de football) de culture de fruits et légumes aux surfaces déjà exploitées. Nos investissements en robotisation, en automatisation et en innovation pour renforcer la chaîne d'approvisionnement ont atteint des niveaux records de 12 G\$ en 2021, ce qui est nettement supérieur à ce qui a été fait durant la période 2016-2018. On accorde une plus grande place à l'agriculture de proximité et à l'agrotourisme pour notre

relève. Avec la plus grande production biologique au Canada et un leadership reconnu dans le domaine, nous avons accéléré le virage écologique en déposant le premier Plan d'agriculture durable du Québec.

Rénovation et construction d'écoles

Les gouvernements précédents ont manqué d'ambition pour nos jeunes. La CAQ s'est efforcée de redresser la situation en investissant massivement dans la rénovation et la construction d'écoles. Des écoles qui donneront aux jeunes l'envie d'apprendre et de poursuivre leurs études le plus longtemps possible. Il reste encore un grand rattrapage à faire, mais les travaux sont en marche et une nouvelle génération de belles écoles voit le jour partout au Québec.

Services spécialisés dans les écoles

Pour aider les enseignants qui font un travail remarquable et pour répondre aux besoins des enfants du Québec, des investissements massifs ont permis l'ajout de centaines de classes spéciales et le recrutement de professionnels (orthophonistes, psychoéducatrices, orthopédagogues, etc.) pour mieux accompagner les élèves qui souffrent de troubles d'apprentissage. C'est un geste concret pour favoriser la réussite scolaire de tous les enfants. La mise sur pied du nouveau programme de tutorat, une première au Canada, permet aussi à plus de 160 000 élèves de bénéficier d'un soutien pour réussir leur scolarité.

Une augmentation historique pour les enseignants

Comme promis, le gouvernement de la CAQ a voulu valoriser la profession d'enseignant dans les écoles primaires et secondaires en leur offrant des augmentations salariales sans précédent. C'est un geste concret pour améliorer les conditions de travail de celles et de ceux qui s'occupent de nos enfants au quotidien. La mesure permettra également d'attirer plus de jeunes vers cette profession et de combler la pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur essentiel.

Citoyenneté et valeurs communes

Le gouvernement de la CAQ a remplacé le programme Éthique et culture religieuse par un enseignement adapté aux réalités d'aujourd'hui. Le cours de Culture et citoyenneté québécoise donnera à tous les jeunes, peu importe leur région et leur origine, des références historiques, culturelles et sociales qui permettront de renforcer notre cohésion nationale.

| Laïcité

La CAQ s'était résolument engagée à régler la question de la laïcité de l'État, dans la foulée d'un débat qui durait depuis de nombreuses années dans la société québécoise. La *Loi sur la laïcité de l'État* (Loi 21), adoptée à l'Assemblée nationale le 16 juin 2019, définit notre façon de vivre ensemble au Québec. Elle établit formellement la laïcité de l'État et enchâsse cette exigence dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Fondée notamment sur le principe d'égalité entre les femmes et les hommes, elle interdit le port de signes religieux dans l'exercice de leur fonction aux personnes en position d'autorité, y compris le personnel enseignant. Des services à visage découvert sont désormais assurés.

| Loi 96

Fait marquant de son premier mandat, le gouvernement de la CAQ a fait adopter la Loi 96 pour renforcer le statut du français. Il s'agit sans conteste de la plus grande avancée pour la protection de la langue française au Québec depuis la Loi 101 en 1977.

La Loi 96 vise à consacrer le français comme langue commune au Québec. Aussi renforce-t-elle la présence du français dans toutes les sphères de la société québécoise, en plus de créer un guichet unique de services en francisation : Francisation Québec. L'exemplarité de l'État en matière d'utilisation du français est désormais assurée à la faveur d'une nouvelle politique linguistique beaucoup plus exigeante à l'endroit de l'ensemble des ministères et des organismes gouvernementaux.

| Plan Santé

Tout en gérant de manière efficace les conséquences de la pandémie, le ministre Christian Dubé a mis de l'avant un plan ambitieux pour réaliser les changements nécessaires afin de rendre le réseau de la santé et des services sociaux plus humain et plus performant.

Ce plan propose de grandes mesures, nécessaires, qui ont pour objectif de transformer le réseau de la santé pour que les patients aient un meilleur accès aux soins, et ce, au moment opportun. Le Plan Santé vise à revaloriser et à retenir le personnel, à favoriser un meilleur accès à des données fiables, de façon à assurer une saine gestion et un suivi de performance, à implanter des technologies de pointe et à moderniser les équipements et infrastructures. On travaille déjà à mettre en œuvre ces changements.

| Maisons des aînés

Avec ce nouveau concept, le gouvernement Legault a voulu revoir en profondeur l'hébergement des personnes âgées. Les maisons des aînés sont des milieux de vie à échelle humaine, avec moins de résidents, des chambres apaisantes, des salles de bain privées et des aires communes lumineuses. L'idée est simple : il faut que les personnes qui y habitent s'y sentent comme à la maison et que les travailleurs de la santé qui

prennent soin d'elles puissent évoluer dans un milieu agréable, adapté à leur pratique. Le gouvernement de la CAQ a aussi consenti d'importants investissements en soins à domicile afin de permettre à ceux et celles qui le souhaitent de rester le plus longtemps chez eux.

| Santé mentale

Afin d'améliorer l'accès aux services en santé mentale, de réduire le temps d'attente de soins et de gérer les effets néfastes de la pandémie, le ministre Lionel Carmant a présenté un ambitieux plan d'action en janvier 2022. Ainsi, plus d'un milliard de dollars seront investis sur 5 ans pour que les Québécois de tous les âges et de toutes les régions aient accès facilement à des spécialistes pouvant les accompagner et les soigner. Le bien-être physique et mental des Québécois sera toujours une priorité essentielle de la CAQ.

| Formation et embauche de 10 000 préposés aux bénéficiaires

La première vague de la pandémie a mis en lumière les lacunes majeures du Québec en matière de soins aux aînés. Celles-ci témoignent de l'échec des réformes successives du gouvernement libéral. Dans les CHSLD, le manque de main-d'œuvre a été le problème le plus criant. Pour corriger cette situation et pour mieux se préparer à résister aux prochaines vagues de COVID-19, le gouvernement de la CAQ a créé un programme de formation accélérée qui a permis de former un nombre record de nouveaux préposés en CHSLD en quelques mois seulement. Le premier ministre François Legault a mobilisé les réseaux de la santé et de l'éducation pour réussir ce tour de force, les sceptiques ont été confondus. Cette initiative a fait toute la différence pour la suite de la pandémie, car près de 10 000 préposés se sont ainsi ajoutés dans les établissements, ce qui a permis d'améliorer la qualité des soins aux aînés.

| Une campagne de vaccination parmi les plus efficaces du monde

Le ministre de la Santé Christian Dubé a démontré ses qualités exceptionnelles de gestionnaire en orchestrant avec succès la campagne de vaccination contre la COVID-19. Les Québécoises et les Québécois ont obtenu un rendez-vous facilement et rapidement sur le portail Clic Santé. Par ailleurs, des initiatives inédites ont permis au réseau de mobiliser rapidement des milliers de vaccinateurs issus de différentes professions. Le Québec s'est rapidement démarqué comme l'un des endroits dans le monde où une part importante de la population avait reçu sa première et sa deuxième dose de vaccin. Non seulement les Québécois ont été mieux protégés contre la COVID-19, mais ils ont vécu une expérience à la hauteur de leurs attentes.

Stationnement dans les hôpitaux

Pour simplifier la vie des patients et de leurs proches, le gouvernement de la CAQ leur a offert, dès 2019, le stationnement sans frais pour les deux premières heures dans tous les hôpitaux et les institutions de santé gouvernementales du Québec. Il a également grandement diminué le coût du stationnement pour une journée complète. Ces frais varient désormais de 7 \$ à 10 \$, selon les régions du Québec.

Lunettes

Le gouvernement de la CAQ aide les familles à financer l'achat de lunettes ou de lentilles cornéennes pour leurs enfants de moins de 18 ans. À notre arrivée au pouvoir, nous avons mis en place le programme *Mieux voir pour réussir* qui permet de rembourser 250 \$ par période de 24 mois pour l'achat de lunettes ou de lentilles, donnant ainsi un coup de pouce important aux familles.

Groupes communautaires

Les organismes communautaires offrent à la population des services essentiels qui contribuent au maintien du filet social québécois. Ils posent des gestes concrets au quotidien, notamment afin de briser l'isolement de certaines clientèles et d'aider les personnes vulnérables. Ces organismes proposent une gamme étendue de services à la communauté.

Dans le cadre du budget 2022-2023, le gouvernement y est allé d'un effort sans précédent pour les soutenir avec des investissements de près de 1,1 milliard de dollars, pour appuyer la mise en place du nouveau Plan d'action gouvernemental 2022-2027 en matière d'action communautaire. Par ces investissements, le gouvernement appuie concrètement et de façon importante le milieu communautaire.

Enfants handicapés

Pour épauler davantage les familles qui ont un enfant handicapé, la CAQ s'était engagée à améliorer le programme SEHNSE (programme de supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels). Ce fut fait au printemps 2019. Nous avons bonifié le programme de 30 M\$ pour créer un deuxième palier et ainsi aider davantage d'enfants. Le premier palier du programme limitait l'aide aux familles s'occupant d'enfants très lourdement handicapés.

Places en garderie

Ces dernières années, des milliers de nouveaux parents ont eu beaucoup de difficulté à trouver à leur enfant une place en garderie en raison de l'inaction des gouvernements précédents. Le gouvernement de la CAQ a donc lancé un grand chantier qui permettra

de compléter le réseau des services éducatifs à l'enfance d'ici 2025. À terme, tous les parents qui le souhaitent pourront obtenir facilement une place pour leur enfant, quelle que soit la région. Le travail a déjà beaucoup progressé depuis quatre ans et il est en train de s'accélérer. C'est une grande avancée après des années de stagnation, voire de recul sous le précédent gouvernement libéral.

Internet haute vitesse

Quand François Legault a promis, en 2018, de connecter tous les foyers québécois à Internet haute vitesse durant son premier mandat, les sceptiques étaient nombreux. Pendant 15 ans, différents partis politiques se sont cassé les dents une fois au pouvoir après avoir lancé une telle promesse. Quatre ans plus tard, en 2022, force est d'admettre que les sceptiques sont confondus. Après un effort sans précédent du gouvernement pour accélérer les travaux des fournisseurs, tous les foyers québécois seront bel et bien branchés à Internet haute vitesse à l'automne 2022. C'est un levier essentiel pour le développement des régions du Québec.

Dépistage des difficultés d'apprentissage chez les enfants de 0 à 5 ans

En s'appuyant sur l'expertise du ministre Lionel Carmant, neurologue de réputation internationale, le gouvernement Legault a instauré le programme Agir tôt. Doté d'équipes spécialisées partout au Québec, il permet de dépister plus rapidement les troubles d'apprentissage chez les enfants de 0 à 5 ans. On peut ainsi leur offrir des services adaptés à leurs besoins dès les premières années de leur développement et prévenir les retards éducatifs. Plus de 12 800 enfants ont fait l'objet d'un dépistage à ce jour.

Maternelles 4 ans

Le gouvernement de la CAQ a déployé un nouveau réseau gratuit de maternelles 4 ans partout au Québec. Des milliers de familles québécoises profitent déjà de ce réseau encore en expansion. Les maternelles 4 ans permettent notamment d'offrir des services éducatifs plus poussés et de mieux encadrer les enfants qui présentent un trouble d'apprentissage. Elles constituent un complément au réseau de services de garde et permettent d'offrir plus de services aux familles québécoises.

Protection de la jeunesse

En 2019, le Québec a vécu un drame avec le décès tragique d'une fillette victime de maltraitance à Granby. Le premier ministre Legault a promis de tout faire pour éviter la répétition d'une telle situation. Il a immédiatement mis sur pied une commission ayant pour mandat de revoir en profondeur l'organisation des services de protection de la jeunesse au Québec. Cette commission, présidée par Régine Laurent, a présenté des recommandations concrètes pour mieux protéger les enfants du Québec. Le gouvernement a rapidement commencé à donner suite aux recommandations du Rapport Laurent et va continuer de le faire.

Espaces bleus

L'une des priorités du premier ministre François Legault est de redonner de la fierté aux Québécois. Avec les Espaces bleus, la population a désormais accès à de nouvelles institutions culturelles célébrant notre culture, notre histoire, nos héros et les particularités propres à chaque région du Québec. Ces espaces sont aménagés autant que possible dans des édifices patrimoniaux pour leur donner une seconde vie.

Efficacité de l'État

Comme promis, le gouvernement Legault a réduit la paperasse et la charge administrative dans de nombreux domaines, notamment pour les entrepreneurs. Il a également instauré un système plus poussé de suivi de la performance pour mieux contrôler les dépenses de l'État, avec des tableaux de bord accessibles à la population pour chaque ministère. Ainsi, les Québécois en ont plus pour leur argent.

Sécurité publique

Ces dernières années, le Québec a été témoin d'une hausse de la violence par armes à feu, en particulier dans la région de Montréal. La ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, s'est attaquée concrètement à ce problème en fournissant à nos policiers plus de moyens pour lutter contre le trafic d'armes et les groupes criminels.

Face au fléau de la violence conjugale et des féminicides, elle a aussi coordonné l'action gouvernementale, en collaboration avec la ministre déléguée à la Condition féminine, Isabelle Charest, pour mettre en place une série de mesures en réponse aux recommandations du Comité d'experts sur l'accompagnement des personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, *Rebâtir la confiance*. Ces mesures ont permis entre autres d'augmenter le nombre de places en hébergement pour les victimes, et d'ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps policiers, de pérenniser les cellules d'intervention rapide et de déployer des bracelets anti-rapprochement pour assurer la sécurité des femmes. En plus de la violence conjugale, des mesures ont également été mises en place pour combattre le proxénétisme, pour prévenir l'exploitation sexuelle et pour soutenir les victimes.

Logements sociaux et abordables

Le gouvernement de la CAQ a posé des gestes concrets pour favoriser l'accès des Québécois à faible revenu à des logements abordables, notamment avec la création du nouveau Programme d'habitation abordable du Québec. Nous avons aussi bonifié l'allocation logement et investi 3 milliards de dollars dans la rénovation de milliers de HLM dans nos différentes régions. Comme promis, le gouvernement a aussi investi plus de 1,6 milliard de dollars pour la construction de 15 000 nouveaux logements abordables et sociaux.

Transfert de 5 000 emplois de l'État en dehors des grands centres

Comme promis, la CAQ a mis en marche un chantier pour transférer 5 000 emplois de l'État québécois en région, dont 2 000 dans un premier mandat. Cela permet non seulement de créer des emplois de qualité en dehors des grands centres, mais aussi de rapprocher la fonction publique du terrain en décentralisant des ministères qui sont particulièrement actifs en région, comme le Tourisme, l'Agriculture, les Pêches ou les Ressources naturelles. C'est un geste fort d'un vrai gouvernement des régions.

Promotion de la culture québécoise

La promotion de la culture est une priorité du gouvernement de la CAQ. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le budget du Conseil des arts et des lettres du Québec a été haussé de plus de 50% et celui de la Société de développement des entreprises culturelles de 143%. Des sommes records! À l'école, nous avons rempli notre promesse d'offrir chaque année deux sorties culturelles gratuites pour les élèves du préscolaire au secondaire. Les achats de livres ont été multipliés en faveur des bibliothèques scolaires, autant au bénéfice des élèves que des auteurs d'ici.

La modernisation des règles relatives au statut professionnel de l'artiste a aussi amélioré significativement les conditions socioéconomiques des hommes et des femmes œuvrant dans le milieu culturel. Le milieu réclamait cette réforme depuis des décennies. Le gouvernement de la CAQ l'a réalisée.

Relations canadiennes

Au cours des quatre dernières années, le Québec a fait plusieurs gains concrets dans ses négociations avec le gouvernement fédéral. Parmi ces gains, soulignons la possibilité pour le Québec de soumettre son choix dans la nomination des juges à la Cour suprême ou encore un transfert au Québec de près de 6 milliards de dollars sans condition sur cinq ans concernant les services de garde pour enfants. Nous avons aussi conclu une série d'ententes sur la formation de la main-d'œuvre qui augmentent les transferts

fédéraux de plusieurs milliards de dollars ainsi que dans les secteurs du logement social, du transport en commun et d'Internet haute vitesse. Le gouvernement de la CAQ a aussi modifié la constitution canadienne pour y inscrire que le Québec forme une nation et que le français est sa langue officielle. Il s'agit là d'un geste d'affirmation quant à notre responsabilité particulière à l'égard de la pérennité de la langue française en Amérique.

I Premières Nations et communautés inuites

L'essor du Québec implique que les Premières Nations et les communautés inuites du Québec aient les moyens de s'épanouir économiquement, socialement et culturellement. La CAQ a conclu des ententes majeures, comme la Grande Alliance avec les Cris et le projet éolien Apuiat avec les Innus, en plus de faire adopter les deux premiers projets de loi de l'histoire du Secrétariat aux Affaires autochtones. Sur le plan de la réconciliation, nous avons assuré un suivi rigoureux des recommandations de la Commission Viens et de l'ENFFADA. La nouvelle mouture du *Fonds d'initiatives autochtones* vient appuyer les initiatives économiques (190 M\$), alors que notre *Plan d'action pour le développement culturel et social* (140 M\$) vise le mieux-être des autochtones.

I Lutte contre le racisme

Un gouvernement de la CAQ est déterminé à combattre le racisme sous toutes ses formes. C'est pourquoi nous avons posé des gestes concrets au cours des quatre dernières années. La nomination d'un ministre responsable de la lutte contre le racisme et le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation s'inscrivent dans cet esprit, tout comme l'interdiction des interpellations policières basées sur un motif discriminatoire. On a aussi ajouté des intervenants en services sociaux aux corps policiers afin de créer des équipes de patrouille mixtes. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a aussi reçu un financement accru pour l'embauche du personnel qui lui permettra de traiter les plaintes plus rapidement, particulièrement en matière de logement. Plusieurs autres actions concrètes ont été entreprises en matière de formation, de sensibilisation, de recrutement, de représentation et de reconnaissance des qualifications professionnelles.

Les priorités d'un prochain mandat

«Toute mon équipe souhaite continuer à vous servir, à servir la nation québécoise, à servir le Québec.

Ce que je vous demande, c'est un mandat pour continuer à faire progresser le Québec.

Continuer sur la voie de la prospérité du Québec et des Québécois, avec une gestion solide de nos finances et de notre économie.

Continuer à protéger les Québécois contre la hausse de l'inflation en remettant de l'argent dans leur portefeuille.

Continuer à lutter contre les changements climatiques pour faire du Québec un leader de l'économie verte.

Continuer à changer le réseau de la santé pour le rendre plus accessible, plus humain et plus efficace.

Continuer à nous tenir debout avec fierté pour notre langue, nos valeurs et nos droits.

Pour continuer à bâtir un Québec plus prospère, plus vert et surtout, plus fier!»

Économie

Plus d'argent dans le portefeuille des Québécois

Avec l'inflation galopante qui sévit dans le monde, le coût de la vie monte en flèche. Épicerie, transport, vêtements, tout devient plus cher. Le gouvernement de la CAQ a déjà agi dans son premier mandat pour remettre de l'argent dans le portefeuille des gens. Il continuera dans cette voie en les aidant à passer à travers cette période trouble avec son bouclier anti-inflation. Face à un contexte mondial aussi instable, le Québec va avoir besoin d'un gouvernement économique.

Un soutien immédiat pour combattre l'inflation

Des millions de Québécois doivent consacrer une partie plus importante de leurs revenus aux biens et services essentiels, tels que l'alimentation, les vêtements, le logement et le transport. Le gouvernement de la CAQ a déjà agi en offrant des aides exceptionnelles et ponctuelles à plus de 6 millions de contribuables. Tous les experts prévoient que l'inflation reste élevée d'ici la fin de l'année, il demeure donc pertinent d'offrir une nouvelle aide pour soutenir le pouvoir d'achat de la population.

Un gouvernement de la CAQ s'engage à accorder un nouveau montant ponctuel de plusieurs centaines de dollars d'ici la fin de l'année 2022.

Des baisses d'impôt

Réduire le fardeau fiscal de la classe moyenne constitue une priorité. Malgré la pandémie, le gouvernement de la CAQ a déjà réussi à remettre 3 milliards de dollars par année dans le portefeuille des Québécois. Les contribuables ont cependant besoin d'avoir plus d'argent dans leur poche sur une base permanente pour composer avec la hausse du coût de la vie. C'est pourquoi nous croyons que la solution passe par des baisses d'impôt, qui permettraient d'aider des millions de familles pour les années à venir.

Un gouvernement de la CAQ s'engage à réduire les impôts de manière responsable dès la première année d'un prochain mandat. Nous pouvons accorder ces baisses d'impôt aux Québécois, car les finances du Québec sont en ordre grâce à une gestion rigoureuse et à des mesures de relance efficaces qui ont redonné une vigueur spectaculaire à l'économie. Nous baisserons les impôts sans sacrifier les missions essentielles de l'État et sans adopter des mesures d'austérité comme les Libéraux l'ont fait.

Aider encore plus nos aînés

Encore trop d'aînés sont contraints de vivre dans la précarité en raison d'un très faible revenu. Or, ceux-ci peuvent difficilement augmenter leurs revenus pour faire face à la hausse du coût de la vie, ce qui les rend particulièrement vulnérables.

Au cours des quatre dernières années, nous avons déjà posé des gestes significatifs pour aider les aînés. S'il est réélu, un gouvernement de la CAQ continuera d'agir pour mieux les soutenir financièrement. Nous nous engageons à bonifier le montant de soutien aux aînés dès la première année d'un prochain mandat. Cette aide supplémentaire permettra de protéger davantage le pouvoir d'achat de celles et ceux à plus faibles revenus.

Prévenir les chocs tarifaires

La situation exceptionnelle de la dernière année nous a démontré que, parfois, l'inflation peut dépasser ce que à quoi nous sommes habitués. Les Québécois s'en rendent compte en voyant leur pouvoir d'achat diminuer. Plusieurs tarifs gouvernementaux sont ajustés en fonction de l'inflation, c'est notamment le cas des droits sur les immatriculations, du coût du permis de conduire, des droits de scolarité, des tarifs en services de garde et de la contribution des usagers hébergés. Dans un contexte d'inflation élevée, des hausses importantes pourraient donc survenir. Si rien n'est fait, le revenu disponible des Québécois continuera de diminuer.

À situation exceptionnelle, moyens exceptionnels. Afin de limiter l'impact de l'inflation et la hausse du coût de la vie, la CAQ s'engage à limiter l'augmentation de l'ensemble des tarifs gouvernementaux à un maximum de 3%. Nous nous engageons également à ajuster les régimes d'imposition et de l'assistance sociale dès 2023 afin que l'aide gouvernementale permette aux contribuables de mieux composer avec l'inflation.

Nationalisme économique

L'avenir de notre nation et de notre qualité de vie repose sur une économie forte. Un Québec plus prospère pourra assurer des services publics accessibles et efficaces, investir davantage dans ses infrastructures, mieux soutenir la culture, protéger l'environnement et alléger le fardeau fiscal des Québécois. La CAQ a toujours compris cette équation. C'est pourquoi son objectif fondamental est de faire du Québec une nation plus riche. Tout doit être mis en œuvre pour y arriver.

Un gouvernement de la CAQ continuera de revoir les politiques d'achat de l'État pour mieux soutenir les entreprises québécoises afin qu'elles puissent grandir et fabriquer au Québec, des biens autrefois importés. Nous encouragerons les gens d'ici à acheter des produits d'ici, dans des commerces d'ici. L'exemple viendra d'en haut, avec les achats de l'État québécois.

Ce nationalisme économique assumé vise à donner une impulsion nouvelle aux entreprises, voire à favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de grands fleurons. Des entreprises qui, dans le contexte d'ouverture des marchés internationaux, deviendront les championnes dans des secteurs clés. Des entreprises nées chez nous, qui grandiront ici et investiront ici, en innovation et en recherche, en redonnant à la société québécoise avec de meilleurs salaires et de meilleurs emplois.

Main-d'œuvre

Pour continuer de croître, nos entreprises ont besoin de main-d'œuvre, et qui plus est, d'un personnel qualifié.

Nous entendons les aider à poursuivre sur leur lancée en ramenant plus de salariés sur le marché du travail. Ainsi, la cotisation au régime des rentes du Québec sera rendue optionnelle pour tous les salariés âgés de 65 ans et plus.

Nous allons aussi intervenir afin d'augmenter la diplomation professionnelle dans des secteurs stratégiques (électricité, soudage, soutien informatique, etc.) afin d'aider à répondre aux besoins.

Enfin, nous allons requalifier plus de travailleurs grâce à des budgets bonifiés.

Zones d'innovation

La création de zones d'innovation constitue l'une des solutions mises de l'avant par la CAQ pour aider nos entreprises à se moderniser, à devenir plus innovantes et à se montrer plus productives.

Par cette approche, et en s'inspirant des meilleures pratiques dans le monde, un gouvernement de la CAQ encouragera avec force la recherche et l'innovation. Dans le premier mandat, notre gouvernement a déjà annoncé la création de zones d'innovation à Sherbrooke et à Bromont. La première, au cœur de la ville, s'articule autour d'établissements tels que l'Université de Sherbrooke, l'Institut quantique, l'Institut interdisciplinaire d'innovation technologique et le Cégep de Sherbrooke. La seconde vise à accélérer la transformation numérique du secteur manufacturier et profitera à près de 700 entreprises québécoises.

Le gouvernement de la CAQ s'engage à continuer de créer de telles zones d'innovation dans les différentes régions du Québec. Pôles puissants de dynamisme économique, elles établissent un climat favorable à la création de richesse qui peut ainsi rejaillir non seulement sur les entreprises et sur l'économie, mais sur l'ensemble de la communauté.

Relancer l'économie de nos villages

Un commerce, une caisse populaire, une épicerie disparaît? C'est parfois tout ce qu'il faut pour compromettre un équilibre fragile qui assurait la vitalité d'un village. Un effort particulier s'impose pour assurer le dynamisme des économies locales des villes et des villages du Québec. Un nouveau gouvernement de la CAQ y verra.

Avec des investissements et de l'initiative, il sera également possible de favoriser la conversion d'immeubles abandonnés pour redynamiser les centres-villes tout en mettant en valeur un patrimoine bâti témoin du passé, de l'authenticité et de la richesse de ces milieux.

Internet haute vitesse et couverture cellulaire

Grâce à l'offensive menée par le gouvernement de la CAQ depuis quatre ans, toutes les régions ont enfin accès à Internet haute vitesse. Le Québec est maintenant dans le peloton de tête des nations les plus connectées de la planète.

Il faudra cependant aller encore plus loin, car l'économie mondiale évolue vers une

numérisation de plus en plus poussée. Pensons seulement à l'industrie culturelle, avec la musique et les vidéos en ligne, à la télémédecine, au télétravail, à l'enseignement à distance, mais aussi à l'émergence de l'Internet des objets, de l'intelligence artificielle, etc. Sans parler de la robotique, de la réalité virtuelle augmentée et des véhicules autonomes. Une nouvelle économie se développe sous nos yeux : l'économie numérique, dont la croissance est déjà deux fois plus rapide que celle de l'économie traditionnelle.

Dans ce nouveau contexte, les infrastructures numériques deviennent hautement stratégiques. Il faut éviter de voir se creuser de nouveaux fossés entre les régions et les grands centres urbains. Le Québec doit être prêt à s'adapter à cette révolution.

Un gouvernement de la CAQ viendra compléter la couverture cellulaire répondant ainsi à une demande pressante des Québécois et des propriétaires de PME établis dans des régions sans couverture. Le réseau cellulaire sera également converti à la technologie 5G pour attirer plus d'investissements privés et pour garder l'économie du Québec compétitive. Finalement, la fibre optique sera étendue partout au Québec pour que tous les Québécois puissent bénéficier de ces nouvelles technologies.

Vitesse supérieure en productivité

La productivité des entreprises est l'un des indicateurs les plus importants pour mesurer la santé d'une économie. Or, après avoir longtemps été à la traîne, le Québec est maintenant passé à la vitesse supérieure. Depuis trois ans, on constate une croissance deux fois plus grande que la moyenne canadienne. C'est donc dire que les entreprises québécoises sont plus en plus productives. L'automatisation, la numérisation, le recours accru aux technologies, l'organisation plus judicieuse de leurs activités et une foule d'autres innovations ont permis de stimuler leur croissance et leur compétitivité. En outre, cette productivité accrue permet aux entreprises de compenser en partie la pénurie de main-d'œuvre.

Plusieurs des mesures fiscales adoptées depuis quatre ans ont favorisé ce renversement de tendance. Un prochain gouvernement de la CAQ poursuivra cet effort majeur pour accroître la productivité, de concert avec le nouvel Investissement Québec qui dispose désormais de plus de moyens et de ressources pour soutenir les entreprises dans leur croissance.

Chasse au gaspillage

Les Québécois doivent en avoir pour leur argent. Pour cela, on doit gérer les fonds publics avec rigueur, compétence et imputabilité. On doit éliminer le gaspillage sous toutes ses formes. Sous un gouvernement de la CAQ, l'ensemble des programmes gouvernementaux devra être géré de la manière la plus performante possible. Les sociétés d'État devront se plier aux mêmes règles. Dans ce contexte, une meilleure gestion de l'informatique et des technologies de l'information représente un défi de taille. Le relever sera la mission unique d'un nouveau ministère créé spécifiquement à cet effet.

Lors de son premier mandat, le gouvernement de la CAQ a amorcé une démarche d'allègement réglementaire et administratif afin d'accroître la compétitivité de l'environnement d'affaires et de stimuler le développement des petites et moyennes entreprises. Malgré les progrès accomplis, les formalités administratives restent un irritant majeur pour les entrepreneurs. Les obstacles sont encore trop nombreux. Dans un deuxième mandat, le gouvernement de la CAQ ira encore plus loin pour réduire le fardeau bureaucratique et laisser les entrepreneurs faire ce qu'ils font de mieux : innover et créer de la richesse !

Un gouvernement à la fine pointe de la technologie

Dans la nouvelle économie numérique, les entreprises ont pris le leadership avec une offre de services adaptés. Elles permettent aux utilisateurs d'effectuer leurs transactions, sinon leurs échanges, avec une facilité inouïe au moyen d'applications installées sur les téléphones portables, tablettes ou ordinateurs. Ce nouvel environnement facilite grandement la vie aux citoyens qui s'attendent à ce que le gouvernement emboîte le pas et propose à son tour des services numériques comparables.

Dans un deuxième mandat, le gouvernement de la CAQ veut répondre à la demande en créant une application simple et efficace permettant d'accéder aux principaux services gouvernementaux. Les citoyens pourront ainsi renouveler leur carte d'assurance maladie et leur permis de conduire du bout des doigts.

Occupation du territoire

Le Québec, c'est un immense territoire, avec des forêts qui s'étendent sur plus de la moitié de sa superficie, de nombreux lacs et cours d'eau, des ressources naturelles abondantes et un majestueux fleuve qui s'étend sur 1 200 kilomètres.

Au nord du 49^e parallèle se trouve un territoire nordique, aussi vaste que diversifié. Il présente des réalités bien différentes de ce que l'on connaît plus au sud. Les communautés qui y vivent ont des besoins précis et des aspirations particulières. Le logement, la rareté de la main-d'œuvre, la protection et la conservation de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques, tous ces défis propres au territoire nordique commandent des solutions adaptées. La CAQ prend l'engagement d'être à l'écoute des communautés locales et autochtones pour assurer une planification cohérente et un développement durable du territoire nordique.

Déjà, le Plan d'action nordique 2020-2023 présenté par le gouvernement de la CAQ prévoit des investissements de plus de 1,4 milliard de dollars sur une période de trois ans pour améliorer les infrastructures de transport, stimuler l'essor économique, promouvoir la vitalité des milieux et protéger l'environnement. Un gouvernement de la CAQ continuera de travailler pour valoriser les régions éloignées et poursuivre leur développement économique.

| Forêt

Il est important d'assurer la pérennité des forêts et d'en faire un usage responsable. Devant le défi croissant de l'harmonisation des usages de la forêt, de la lutte aux GES, de la conservation de notre territoire forestier, et de la protection de l'écosystème et des habitats fauniques, il devient incontournable pour le Québec d'investir davantage dans son capital forestier afin de soutenir sa pérennité. Un prochain gouvernement de la CAQ augmentera ses investissements pour l'aménagement durable de nos forêts.

| Agriculture

Le grand chantier d'une plus grande autonomie alimentaire au Québec lancé par la CAQ donne des résultats concrets et profite à l'ensemble des Québécois et à nos régions, dans la perspective d'une économie plus forte et durable. Au cours de la période 2019 à 2021, la valeur annuelle moyenne des investissements en agriculture, dans les pêches et en transformation alimentaire au Québec s'est établie à 2,5 G\$, en progression de 72,6% par rapport à la période 2016-2018 (1,5 G\$ par année).

Afin de répondre à la volonté des Québécois et en accord avec notre vision nationaliste, un gouvernement de la CAQ poursuivra lors du prochain mandat ses investissements records dédiés à l'autonomie alimentaire. Ainsi, nous continuerons de favoriser l'achat local, d'accroître l'offre de produits québécois sur nos tablettes, de renforcer la chaîne d'approvisionnement et d'accélérer le virage écologique d'une agriculture plus durable. Nous soutiendrons aussi nos agriculteurs en investissant davantage dans l'agriculture durable et en bonifiant le fonds d'investissement pour la relève agricole.

Engagements

- Accorder un nouveau montant ponctuel pour faire face à l'inflation
- Réduire les impôts de manière responsable dès la première année d'un prochain mandat
- Bonifier l'aide aux aînés dès la première année d'un prochain mandat
- Plafonner la hausse des tarifs d'Hydro-Québec et autres tarifs gouvernementaux
- Poursuivre notre impulsion nationaliste en continuant de favoriser le « Fabriqué au Québec » et l'achat local au travers des politiques gouvernementales
- Intervenir afin d'augmenter la diplomation professionnelle dans des secteurs stratégiques
- Continuer la création de zones d'innovation au travers du Québec
- Assurer le dynamisme des économies locales des villes et villages
- Finaliser la couverture cellulaire du territoire occupé
- Mettre à jour la majorité du réseau cellulaire à la technologie 5G
- Augmenter la productivité de nos entreprises
- Réduire le fardeau bureaucratique pour les Québécois
- Numériser l'accès aux services gouvernementaux
- Développer le potentiel économique des régions éloignées
- Bonifier les investissements pour l'aménagement durable de nos forêts.
- Poursuivre les investissements records dédiés à l'autonomie alimentaire
- Bonifier l'aide pour les pratiques agroenvironnementales
- Soutenir la relève agricole

Santé

Une première ligne humaine, efficace et accessible

Rattrapage des chirurgies, désengorgement des urgences, amélioration du bien-être des aînés, services accrus en santé mentale, les défis de l'après-pandémie ne manquent pas. Un gouvernement de la CAQ agira sur tous ces fronts, avec l'objectif d'améliorer l'accessibilité en première ligne par le biais d'une plus grande prise en charge de la population au sein des groupes de médecine de famille. Il est primordial, lorsqu'on est malade, de voir sans délai un médecin ou un professionnel de la santé.

La clé de voûte d'une meilleure accessibilité en santé, c'est la prise en charge de tous les Québécois au sein des groupes de médecine de famille (GMF). Concrètement, cela signifie un rendez-vous obtenu rapidement, avec un médecin ou un professionnel de la santé, quand survient un problème de santé non urgent.

Atteindre cet objectif aura des répercussions majeures sur l'ensemble du système hospitalier. On évitera que les urgences soient embourbées par des patients qui consultent pour des problèmes mineurs, faute d'avoir accès à des soins ailleurs. La prise en charge dans les GMF favorisera l'interdisciplinarité, offrira aux patients un service plus personnalisé et surtout, une continuité dans la prestation des soins.

Tout en consacrant ses efforts pour que chaque Québécois soit pris en charge au sein d'un GMF, un gouvernement de la CAQ continuera le déploiement d'un guichet d'accès à la première ligne dans chaque région pour desservir notamment les patients dits «orphelins» qui n'ont pas de médecin attitré. Ces patients pourront utiliser ce service téléphonique qui les dirigera rapidement vers une clinique près de chez eux ou vers le bon professionnel de la santé, en fonction de leur besoin.

« Votre Santé »

Un gouvernement de la CAQ réélu créera une seule porte d'entrée numérique et simplifiée qui permettra aux Québécois d'obtenir facilement et rapidement un rendez-vous : la plateforme « Votre Santé ».

Cette plateforme en ligne permettra aux citoyens d'évaluer leur état de santé et d'identifier leurs besoins en répondant à un questionnaire d'autosoins. Ensuite, ils obtiendront une consultation en personne ou en télésanté auprès d'un médecin ou d'un professionnel de la santé. Tout se fera en quelques clics, en un seul endroit. Ceux qui préfèrent parler à une personne auront accès à un numéro de téléphone unique qui offrira les mêmes modalités.

On mettra également sur les consultations en télésanté entre les professionnels de la santé. Ainsi, cette plateforme numérique permettra à un médecin de famille de consulter un spécialiste afin d'obtenir un avis ou un plan de traitement pour son patient. Si c'est nécessaire, ce dernier obtiendra aussitôt un rendez-vous avec le spécialiste, au moyen de la même plateforme.

Dossier santé numérique

Un gouvernement de la CAQ entend donner un coup de barre pour développer les technologies de l'information et faire enfin entrer le réseau de la santé dans le XXI^e siècle. Les Québécoises et les Québécois auront accès à leur dossier médical complet, sous forme numérique, peu importe l'endroit où ils auront subi leurs examens diagnostics et reçu leurs traitements. À terme, ce dossier numérique sera également accessible sur la plateforme numérique « Votre Santé ».

Il s'agit d'une véritable révolution dans le réseau. Les professionnels auront désormais accès à l'ensemble du dossier de leurs patients en quelques clics. Ils pourront enfin soigner les patients au lieu de perdre leur temps à remplir des formulaires.

Santé Québec

Trop souvent, le ministère de la Santé et des Services sociaux s'embourbe dans la gestion des opérations alors qu'il devrait plutôt dicter les grandes orientations stratégiques. Les gestionnaires sur le terrain n'ont pas assez d'autonomie et d'imputabilité. Cette distorsion entraîne un manque d'efficacité et, en fin de compte, c'est le patient qui est le grand perdant.

Au fil des ans, plusieurs experts ont noté cette déficience du système. Il est nécessaire de procéder à une « transformation radicale de la gouvernance », a écrit la Commissaire à la santé et au bien-être dans son rapport publié au début de l'année 2022, invitant le ministère à se concentrer sur les orientations et à se retirer des opérations.

Un gouvernement de la CAQ va créer Santé Québec afin de rendre le système de santé plus efficace, plus flexible et plus performant pour les patients. Cette agence sera responsable de la gestion des opérations et de la mise en œuvre du Plan Santé, selon

les orientations stratégiques dictées par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

La nouvelle agence changera la donne et apportera une bouffée d'air frais au réseau de la santé et des services sociaux. Les décisions seront prises par des gestionnaires aguerris et les opérations se feront plus près du terrain. Le processus décisionnel sera plus souple, mieux adapté et plus performant, pour le plus grand bien des patients et des employés.

Interdisciplinarité

Durant son premier mandat, le gouvernement de la CAQ a accordé des pouvoirs accrus et davantage d'autonomie à certains professionnels de la santé, notamment les infirmières et les pharmaciens. Il faut aller encore plus loin dans cette voie pour que chaque travailleur de la santé puisse exercer pleinement ses compétences.

Cette avenue est non seulement valorisante pour les professionnels puisqu'elle reconnaît leur autonomie et leur accorde plus de pouvoirs, mais elle favorise également l'interdisciplinarité, de sorte que le patient puisse voir le bon professionnel en fonction de son besoin, libérant ainsi les médecins pour les cas qui le nécessitent réellement.

Ainsi, les infirmières praticiennes spécialisées, les infirmières, les pharmaciens, les techniciens ambulanciers paramédicaux et bien d'autres professionnels de la santé peuvent jouer un rôle accru en première ligne, pour peu qu'on leur accorde l'autonomie et la latitude requises pour assumer toutes les responsabilités dévolues à leur champ d'expertise.

Ces professionnels pourraient accomplir plus d'actes médicaux, mais surtout, ils doivent pouvoir exercer pleinement tous les actes autorisés dans leur champ de compétence, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Un gouvernement de la CAQ continuera de travailler pour leur donner plus d'autonomie et les impliquer dans les soins. En fin de compte, les patients bénéficieront de cette plus grande interdisciplinarité : l'accessibilité en première ligne ainsi que la prise en charge s'en verront améliorées.

Main-d'œuvre

Un gouvernement de la CAQ s'engage aussi à former et à recruter plus de médecins et de professionnels de la santé. Au cours de son premier mandat, la CAQ avait entrepris d'augmenter les admissions en médecine. Elle entend maintenant admettre 660 étudiants en médecine de plus au cours des quatre prochaines années. De plus, elle mettra en place diverses mesures, par exemple des bourses d'études ou des programmes pour former 5 000 professionnels additionnels au cours de son prochain mandat.

Ces travailleurs s'ajouteront aux 27 000 travailleurs de la santé qu'un gouvernement de la CAQ entend recruter avec l'Opération main-d'œuvre. Mis en place à la fin 2021, ce vaste chantier de 1,14 G\$ vise à former et embaucher plus de travailleurs par le biais de programmes de formation accélérée — à l'instar de ce qui a été mis en place pendant la pandémie pour former 10 000 préposés en CHSLD, de bourses d'études et d'un recrutement international accentué.

Investissements en infrastructures

La pandémie a mis en lumière la faiblesse de la capacité hospitalière du Québec. Cette déficience a entraîné des choix déchirants lorsqu'est venu le temps de soigner en priorité les patients atteints de la COVID-19. Cela ne doit plus jamais se répéter.

Parallèlement à ses efforts majeurs pour recruter plus de personnel afin de combler la pénurie et rendre plus de lits accessibles dans les centres hospitaliers, un gouvernement de la CAQ va accentuer ses investissements pour construire, moderniser et agrandir les hôpitaux dans les différentes régions du Québec.

Tout en poursuivant le développement des maisons des aînés afin de leur offrir des milieux d'hébergement à échelle humaine, un ambitieux programme de rénovation des CHSLD vétustes sera également mis de l'avant sur le modèle de soins des maisons des aînés.

Rôle accru du communautaire et du privé

Un gouvernement de la CAQ favorisera la collaboration du secteur communautaire et des entreprises privées pour épauler le réseau public de santé. De nombreux exemples illustrent déjà la richesse d'une telle collaboration, que ce soit pour réduire les listes d'attente grâce aux cliniques médicales qui réalisent des chirurgies mineures, pour traiter les milliers de demandes de tests d'imagerie, pour effectuer des prélèvements et des tests en laboratoire ou pour héberger des personnes en perte d'autonomie. C'est possible de le faire de façon efficace et responsable, sans compromis sur les principes de gratuité, d'équité et d'universalité qui constituent le fondement de notre système de santé. Un gouvernement de la CAQ entend aller de l'avant, et développer des partenariats avec le secteur privé et les organismes communautaires pour donner encore plus de soins et de services aux Québécois.

Un gouvernement de la CAQ mettra en place un nouveau concept de centres médicaux privés qui viendront compléter l'offre de services déjà existante et répondront à la volonté du gouvernement de rendre le réseau de la santé plus accessible et d'assurer une meilleure prise en charge des patients. Ils viendront combler le besoin d'un service intermédiaire entre un groupe de médecine familiale et l'hôpital pour des patients qui ont besoin de soins, mais qui ne doivent pas nécessairement se rendre à l'urgence. Ces services de proximité, développés et gérés par le privé, permettront de réduire la pression sur les hôpitaux et d'assurer l'accès à des services de première ligne de qualité et entièrement gratuits pour la population.

Virage majeur en soins à domicile

Selon différentes analyses, la part des personnes âgées de 70 ans dans la population est passée de 4,2% en 1971 à 13,6% en 2020, et grimpera encore. En 2035, une personne sur cinq sera âgée de plus de 70 ans, soit une proportion de 20,5% de la population. Cette pression démographique pose un défi considérable, d'autant plus qu'une majorité d'aînés souhaite rester à la maison le plus longtemps possible.

Le gouvernement de la CAQ a déjà entrepris un virage vers les soins à domicile, virage qu'il entend accentuer au cours d'un prochain mandat. C'est une priorité.

Pour ce faire, il faut investir massivement pour favoriser le maintien à domicile. Un gouvernement de la CAQ mettra en place un ensemble de mesures de façon à intervenir tôt pour prévenir et retarder la perte d'autonomie, pour encourager les innovations visant à assurer des environnements sécuritaires à la maison et, bien sûr, en bonifiant les soins et services à domicile.

Nous croyons que tous doivent être mis à contribution, du milieu de la santé aux milieux universitaires, municipaux et communautaires, afin de travailler sur tous ces fronts et nous donner collectivement une vision de société.

En parallèle, il faut également s'assurer d'une plus grande efficacité dans l'organisation et le financement des services et soins à domicile. C'est d'ailleurs le mandat que nous avons confié à la Commissaire à la santé et au bien-être. Ses recommandations, attendues en décembre 2023, vont contribuer à guider nos prochaines actions.

Hospitalisation à domicile

Avec deux lits par 1000 habitants, le Québec dispose d'une plus faible capacité hospitalière que d'autres juridictions comparables. Le réseau de la santé doit chercher des solutions novatrices pour désengorger les hôpitaux. L'hospitalisation à domicile en fait partie, car elle permet d'éviter une admission ou de libérer un lit plus rapidement. Mais surtout, c'est une formule avantageuse pour le patient, car elle lui permet d'être soigné dans le confort de sa maison, avec ses proches.

Un gouvernement de la CAQ entend donc déployer progressivement l'hospitalisation à domicile dans tous les établissements du Québec d'ici la fin 2026. Les patients seront intégrés à une unité virtuelle d'hospitalisation où leur santé et leur bien-être feront l'objet d'un suivi par une équipe interdisciplinaire (médecins, infirmières, inhalothérapeutes, professionnels en réadaptation, etc.). Le suivi se fera à distance, avec des visites à domicile selon les besoins. Évidemment, les parents devront répondre à des critères précis et donner leur consentement pour bénéficier de l'hospitalisation à domicile. La CAQ croit que cette avenue novatrice — qui est en train de se déployer également ailleurs, notamment aux États-Unis et en Europe — sera bénéfique pour le réseau, mais avant tout pour les patients.

Transports hélicoptérés

Le territoire du Québec est vaste, faisant en sorte que la population qui habite dans des régions plus éloignées peut faire face à des délais supplémentaires quand une situation d'urgence survient. Un gouvernement de la CAQ entend y remédier en déployant progressivement un service de transport médical hélicoptéré dans les régions situées dans un rayon de 75 à 250 km d'un grand centre, notamment le Bas-Saint-Laurent, la Basse-Côte-Nord, la Mauricie, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, Lanaudière, les Laurentides et l'Outaouais. Ce service permettra d'améliorer la rapidité d'intervention dans les régions lors d'une situation urgente et évitera les nombreux transferts de patients qui monopolisent une ambulance de longues heures, rendant alors le service terrestre indisponible sur le territoire pendant cette période.

Santé mentale

Les conséquences de la pandémie sur la santé mentale de la population ont été maintes fois démontrées, en particulier chez les jeunes. En s'attaquant directement à cet enjeu d'une grande importance sociale, un gouvernement de la CAQ déploiera le Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026, et l'appuiera par un investissement sans précédent de 1,15 G\$ sur cinq ans, pour améliorer l'offre de services psychosociaux dans l'ensemble du Québec.

Conscient de la pénurie qui touche particulièrement les psychologues dans le réseau public, un gouvernement de la CAQ entend aussi leur offrir une rémunération différenciée dans le cadre des prochaines négociations collectives, comme ce fut fait pour les enseignantes et enseignants, afin de favoriser la rétention des professionnels dans le réseau public, de valoriser davantage leur travail et d'améliorer l'accès aux soins et services en santé mentale.

Protection de la jeunesse

Le gouvernement de la CAQ a eu le courage de lancer un examen d'envergure sur l'ensemble du système de protection de la jeunesse au Québec. La Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse, sous la présidence de Régine Laurent, a produit de nombreuses recommandations qui ont jeté les bases d'une vaste réforme. Le gouvernement s'est engagé à y donner suite rapidement. Avec l'adoption d'une loi sur la protection de la jeunesse, le ministre Lionel Carmant a concrétisé cet engagement, et a placé l'intérêt de l'enfant au cœur des réflexions. Désormais, les décisions sur l'avenir d'un enfant doivent tenir compte de ce principe pour éviter qu'il soit maintenu dans un milieu nocif.

Dans un prochain mandat, la CAQ s'engage à poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la Commission Laurent pour reconnaître pleinement les droits de l'enfant et assurer le bien-être des plus vulnérables. Avec un système de protection efficace, des partenaires impliqués et un cadre légal renouvelé; un gouvernement de

la CAQ aura mené une réforme complète pour enfin assurer la qualité et l'accès aux services de proximité pour les jeunes en difficulté et pour leurs familles.

Enfants handicapés – centres de répit

Au cours de son mandat, le gouvernement de la CAQ a bonifié de 58 % le Programme de soutien aux familles d'enfants handicapés. Or, malgré ce coup de pouce financier considérable, l'accès à des services de répit demeure un enjeu pour les familles. Nombreux sont les députés qui sont interpellés par des parents à la recherche d'une place de répit.

La CAQ est consciente de l'importance d'épauler les familles afin qu'elles puissent prendre une pause pour se reposer du stress et de la fatigue occasionnés par les besoins particuliers de l'enfant vivant avec une incapacité dont elles s'occupent 24 h sur 24. Ainsi, la CAQ va bonifier le financement des organismes communautaires pour créer de nouvelles places de répit pouvant accueillir pendant quelques heures ou quelques jours des enfants, mineurs ou d'âge adulte, qui vivent avec une déficience ou un trouble du spectre de l'autisme, afin d'aider leurs parents.

Transferts en santé

Les dépenses de santé des provinces ont beaucoup augmenté au cours des 20 dernières années alors que leurs revenus ont progressé beaucoup moins rapidement. Les répercussions et effets collatéraux de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes de santé vont exacerber la pression sur la capacité des provinces à financer la croissance de leurs dépenses au cours des prochaines années.

C'est pourquoi les premiers ministres canadiens exigent que le gouvernement fédéral augmente de 22 % à 35 % le niveau de sa contribution versée sans condition sur une base par personne dans l'ensemble de leurs dépenses de santé par l'intermédiaire du Transfert canadien sur la santé (TCS). Par la suite, la contribution du gouvernement fédéral devrait être maintenue par un mécanisme d'indexation reflétant la croissance annuelle moyenne de 6 % des dépenses des provinces en santé. Une telle augmentation à long terme du TCS contribuerait à réduire considérablement le déséquilibre fiscal croissant entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Engagements

- Mettre en place la plateforme « Votre Santé »
- Créer un dossier de santé numérique
- Améliorer l'accès aux services de première ligne avec la télésanté
- Créer Santé Québec, une nouvelle agence qui rendra le système de santé plus efficace et plus performant
- Accorder plus d'autonomie aux divers ordres professionnels en santé
- Augmenter le nombre de médecins et le nombre de professionnels de la santé
- Accentuer les investissements pour construire, moderniser et agrandir les hôpitaux du Québec
- Poursuivre les partenariats avec le secteur privé et les organismes communautaires afin de bonifier l'offre de service aux Québécois
- Améliorer l'offre de services de soins à domicile
- Déployer l'hospitalisation à domicile partout au Québec
- Assurer le déploiement des mesures et investissements record en santé mentale
- Mettre en place un service de transports hélicoptérés
- Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la Commission Laurent
- Offrir plus de places de répit pour accueillir les enfants handicapés
- Continuer à faire pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il respecte ses obligations de financement des systèmes de santé

Changements climatiques

Un leader de l'économie verte

La lutte contre le réchauffement de la planète passe par une utilisation accrue des énergies vertes. Voilà une occasion fantastique pour le Québec qui dispose d'abondantes ressources en hydroélectricité. Avec sa main-d'œuvre qualifiée, son hydroélectricité, ses autres sources d'énergie renouvelable tels l'énergie éolienne, les biocarburants, la géothermie et l'hydrogène vert, le Québec est en voie de devenir un leader de l'économie verte.

Il est important de le rappeler : le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où on émet le moins de GES par habitant. Pour réduire davantage nos émissions, il faut diminuer notre consommation d'énergie fossile et augmenter le pourcentage d'électricité dans notre économie. C'est ce que vise le Plan pour une économie verte.

Le Québec s'est fixé une cible de réduction de 37,5% des émissions de GES d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990 et souhaite atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Il s'agit d'objectifs ambitieux, mais réalistes. Pour les atteindre, la CAQ mise sur un plan crédible et chiffré comportant des moyens concrets. Celui-ci assurera une transition juste vers la carboneutralité, en accompagnant les industries dans leur transformation et les travailleurs dans leur formation. En remplaçant le pétrole par l'électricité que nous produisons, le Québec fera d'une pierre deux coups : il réduira ses émissions de GES et s'enrichira.

Électrification des transports

Le Québec est en très bonne position pour rapidement électrifier les transports, tant individuels que collectifs. Pour les voitures, la conversion à l'électricité sera parmi les plus rapides en Amérique du Nord. Plusieurs mesures nous permettront d'y arriver, dont l'imposition d'importantes obligations aux fabricants, l'octroi d'une aide financière à l'achat et l'interdiction de la vente de véhicules à essence à partir de 2035.

Là où le Québec bénéficiera le plus de l'électrification, c'est dans le transport lourd. Le Québec se classe déjà comme chef de file de l'électrification des autobus scolaires et urbains. Ces prochaines années, nos routes verront aussi se multiplier des autobus interurbains et divers types de camions électriques : ambulances, camions-nacelles, camions à ordures, camions de livraison, et autres. Plusieurs de ces camions électriques sont déjà fabriqués au Québec!

Cette transformation exigera une importante infrastructure de recharge. Le Québec possède déjà le réseau de bornes électriques le plus vaste et le plus fiable en Amérique du Nord, mais on devra le décupler ces prochaines années pour suivre et même devancer l'arrivée en masse des véhicules et camions électriques. Un gouvernement de la CAQ s'assurera du déploiement d'un nombre suffisant de bornes de recharge.

L'électrification des transports passera aussi par la multiplication de projets de transport en commun électrifié, comme la ligne bleue du Métro de Montréal ou le tramway à Québec.

Autonomie énergétique

Depuis l'arrivée au pouvoir de la CAQ en 2018, la situation énergétique du Québec a beaucoup changé. Si nous disposions d'importants surplus énergétiques en 2018, le contexte est tout autre aujourd'hui.

La lutte aux changements climatiques, le développement économique plus rapide qu'anticipé de ces dernières années, ainsi que la volonté de notre gouvernement de rattraper notre écart économique avec l'Ontario créent une pression à la hausse sur la demande énergétique. Le développement de la filière batterie, la production d'hydrogène vert, l'électrification des transports et la transition des grandes industries vers des énergies renouvelables ne sont que quelques exemples qui expliquent la hausse importante de la demande pour l'électricité verte du Québec.

Bien que notre électricité soit, en pratique, renouvelable à 100%, il reste beaucoup de chemin à faire puisque cette dernière et les autres énergies renouvelables ne représentent qu'environ 50% de l'énergie consommée au Québec à l'heure actuelle.

Tous ces nouveaux facteurs amènent maintenant Hydro-Québec à évaluer ses besoins en énergie à quelque 20 TWh de plus d'ici la fin de la décennie et à 100 TWh additionnels à l'horizon de 2050, soit environ la moitié des capacités de production actuelles.

Pour atteindre l'objectif de zéro émission de GES en 2050, un gouvernement de la CAQ demandera à Hydro-Québec d'acquérir de l'électricité et de construire des parcs

éoliens en partenariat. Il mandatera également Hydro-Québec pour entamer les études nécessaires à la construction de nouvelles installations de production électrique sur le territoire québécois. Ces projets se feront en collaboration avec les communautés autochtones, comme il a été possible de le faire avec les Innus dans le projet Apuiat ou avec les Mohawks pour une ligne de transmission d'électricité vers New York.

Protection de l'eau

Avec ses dizaines de milliers de rivières et plus de trois millions de plans d'eau, le Québec possède à lui seul 3% des réserves en eau douce renouvelables de la planète. Bien qu'on la consomme comme si elle était inépuisable, l'eau potable n'en demeure pas moins une ressource rare qu'il faut protéger.

Durant son premier mandat, le gouvernement de la CAQ a réussi à atteindre la cible internationale de 10% d'aires marines protégées en créant 17 réserves de territoires aux fins d'aires protégées, soit six totalisant plus de 14 000 km² dans l'estuaire et onze dans le golfe du Saint-Laurent.

La ressource est abondante, mais des enjeux importants en affectent la qualité et la disponibilité : traitement déficient des eaux usées dans les grandes villes, algues bleues ou plantes envahissantes dans plusieurs lacs, pesticides qui contaminent les rivières. À l'ère des changements climatiques, les problèmes se multiplient. Des mesures de protection accrues s'imposent. Un gouvernement de la CAQ en fera une priorité au cours de son prochain mandat par la création du Fonds bleu pour la protection de nos lacs et rivières. Celui-ci permettra notamment de mettre aux normes les installations sanitaires, de bonifier la lutte aux plantes envahissantes et de mieux prévenir les pénuries d'eau.

Érosion des berges

Plusieurs municipalités de l'Est-du-Québec, de la Côte-Nord, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine subissent les effets de l'érosion et de la submersion côtière dues à la montée du niveau de l'océan causé par les changements climatiques. Un gouvernement de la CAQ bonifiera l'aide accordée à ces municipalités afin d'implanter des mesures préventives d'adaptation. Aussi, il facilitera la coordination gouvernementale nécessaire à la réalisation de projets en lien avec l'érosion des berges.

Accès à la nature

Le Québec dispose aussi d'immenses espaces verts. De nombreux parcs, bases de plein air et jardins permettent à la population de profiter de ce que la nature a de mieux à offrir. Ce contact avec la nature procure des bienfaits tangibles, tant sur le plan physique que mental. L'accès à des milieux naturels n'est malheureusement pas donné à tous, surtout dans les villes et les régions fortement urbanisées.

Dans un prochain mandat, un gouvernement de la CAQ augmentera la superficie du réseau d'aires protégées dans le sud du Québec, là où la biodiversité est plus grande. Il améliorera également l'accès des lieux naturels par la construction d'installations d'accueil, par l'aménagement de sentiers et en facilitant l'accès à la baignade.

Les municipalités recevront aussi un meilleur soutien pour offrir davantage d'espaces naturels à leurs citoyens, en plus de mieux aménager ceux existants, comme les anciens terrains de golf, les plages et les berges.

Enfin, l'agrandissement et la création de parcs nationaux et de réserves fauniques seront aussi à l'ordre du jour d'un prochain mandat du gouvernement de la CAQ, répondant ainsi à l'engouement croissant pour les activités de plein air gérées par la SÉPAQ qui depuis deux ans connaissent une affluence record. C'est le cas aussi pour la chasse et la pêche, mais encore trop peu de réseaux permettent à leurs adeptes de découvrir les différentes régions du Québec propices à ce type d'activités. Un effort accru sera consacré au développement de nouveaux circuits mettant en valeur le patrimoine faunique québécois.

| Réduction de la quantité des déchets

Le gouvernement de la CAQ a posé des gestes forts durant son premier mandat afin que le Québec réduise la quantité de matières envoyées pour enfouissement dans les dépotoirs, limitant ainsi les émissions de GES qui en découlent. Dans un prochain mandat, il poursuivra ses efforts en vue d'améliorer l'ensemble des processus de gestion des matières résiduelles par quatre gestes porteurs, soit la valorisation des résidus organiques, la collecte sélective, la consigne et la diminution des déchets plastiques.

Un gouvernement de la CAQ généralisera l'accès au «bac brun», au compostage, notamment auprès des établissements industriels ou commerciaux tels que les restaurants, afin d'atteindre la cible de 70 % de matières organiques recyclées d'ici 2030.

Dans un prochain mandat, l'application de la responsabilité étendue des producteurs sera élargie à plusieurs autres produits qui représentent une part non négligeable des déchets retrouvés dans les centres d'enfouissement.

Un gouvernement de la CAQ implantera la réforme tant attendue de la consigne afin d'atteindre 75 % de récupération en 2025 et 90 % en 2030.

Si le plastique est devenu une matière incontournable pour de nombreux produits, il participe au phénomène «extraire-fabriquer-consommer-jeter». Un gouvernement de la CAQ travaillera à réduire la quantité des déchets plastiques au Québec.

| Bonnes pratiques agroenvironnementales

L'industrie bioalimentaire doit jouer un rôle clé dans l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Celles provenant des élevages et de la gestion

des sols représentent près de 10 % des émissions totales observées au Québec. On doit cependant travailler avec nos agriculteurs, et non contre eux. Le Plan pour une économie verte prévoit le déploiement de mesures efficaces pour aider le secteur agricole à faire face aux enjeux climatiques, notamment par la réduction des émissions de méthane provenant des élevages et par l'accroissement de l'électrification et de l'efficacité énergétique des fermes.

Le Plan d'agriculture durable appuie aussi l'engagement du Québec en matière climatique, visant une réduction de 15 % des apports de matières fertilisantes azotées sur les terres agricoles. Dans un prochain mandat, un gouvernement de la CAQ ira encore plus loin dans son appui aux producteurs agricoles pour favoriser de bonnes pratiques agroenvironnementales afin d'atteindre une autonomie alimentaire durable.

Un gouvernement de la CAQ va continuer d'encourager les bonnes pratiques agroenvironnementales en investissant davantage dans son Plan d'agriculture durable tout en ajoutant deux volets visant à récompenser ceux qui ont déjà des pratiques exemplaires et ceux qui contribuent à la diminution des GES.

| Transport interurbain

Le transport interurbain par autobus a connu une diminution de service dans les dernières années, et cette tendance s'est accentuée avec la pandémie. Le gouvernement de la CAQ a investi près de 40 M\$ dans les dernières années afin de maintenir les services. Il faut maintenant développer de nouveaux trajets permettant de mieux relier les régions entre elles, de concert avec les municipalités, les organismes de transport collectif rural et les transporteurs interurbains. Pour y parvenir, nous continuerons d'investir afin de permettre l'amélioration des services.

| Aires protégées

En matière de protection du territoire, le Québec est sur une lancée! Avant l'arrivée du gouvernement de la CAQ en 2018, seulement 9,4 % du territoire terrestre et 1,9 % des milieux marins québécois faisaient partie d'une aire protégée. Depuis, le Québec a réussi à atteindre ses objectifs internationaux de protéger 17 % de son territoire terrestre et 10 % de son territoire marin.

Au cours du prochain mandat, il prendra les moyens nécessaires pour que les cibles 2030 — qui doivent bientôt être établies par la communauté internationale — fassent l'objet d'actions immédiates.

Engagements

- Poursuivre la mise en œuvre du Plan pour une économie verte afin de réduire nos émissions de GES d'ici 2030 et d'atteindre la carboneutralité
- Développer une filière en transports électrifiés individuels et collectifs, de la fabrication de batteries jusqu'à leur recyclage
- Développer de nouveaux réseaux de production d'énergie renouvelable : l'éolien, les biocarburants, la bioénergie, la géothermie et l'hydrogène
- Accélérer le déploiement de bornes de recharge à la grandeur du territoire québécois
- Créer un fonds bleu dédié à la protection de nos lacs, rivières et autres cours d'eau
- Investir pour prévenir l'érosion des berges
- Améliorer l'accès à la nature par l'agrandissement et la création de nouveaux parcs nationaux et de nouvelles réserves fauniques
- Augmenter la protection de la nature par l'extension de la superficie du réseau d'aires protégées dans le sud du Québec
- Fournir aux municipalités les moyens de développer des espaces verts
- Réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement grâce à la valorisation des résidus organiques, la collecte sélective, l'élargissement de la consigne et la réduction des déchets plastiques
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Appuyer les producteurs agricoles pour atteindre une autonomie alimentaire durable
- Investir davantage dans le transport interurbain
- Atteindre les cibles de 2030 en matière d'aires protégées

Éducation

Offensive majeure contre le décrochage

L'éducation a toujours été au cœur des priorités de la CAQ. Elle définit les bases d'une société, forme le socle sur lequel s'appuie une nation et constitue un puissant moteur d'enrichissement, de progrès et de fierté. Le Québec a fait un choix de société : assurer une éducation de qualité accessible à tous et développer des institutions d'enseignement supérieur de pointe pour attirer les talents, créer de la richesse et faire rayonner le Québec.

La première mesure à prioriser est la lutte au décrochage scolaire. N'échapper personne : tel est notre mot d'ordre. Collectivement, nous n'avons pas le luxe d'abandonner un seul de nos élèves. Nous devons les accompagner un à un, à chaque étape de leur parcours, pour maximiser leurs chances de réussite et leur permettre d'atteindre leur plein potentiel. En contexte de pénurie de main-d'œuvre, il en va de l'avenir de notre société et de la viabilité de notre économie.

Les parents d'élèves en région sont bien placés pour savoir que les ressources sont parfois difficiles d'accès. Qu'on soit un élève en difficulté en Abitibi ou à Montréal, à Québec ou sur la Côte-Nord, on devrait pourtant avoir accès à la même aide d'un professionnel. À ce chapitre, la pandémie nous a permis d'explorer de nouvelles mesures de soutien, dont un gouvernement de la CAQ s'inspirera à large échelle dans un second mandat.

Modernisation et valorisation de la formation professionnelle

Le gouvernement de la CAQ a déjà annoncé un ambitieux programme pour s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs prioritaires. L'éducation aura un rôle majeur à jouer dans cette stratégie. On sait que la pénurie n'est pas passagère et qu'elle risque de s'aggraver avec le vieillissement de la population.

Nous allons décerner dans les quatre prochaines années 30 000 diplômes de plus en formation professionnelle dans des secteurs stratégiques comme la soudure, l'électricité, la charpenterie-menuiserie, etc. C'est une augmentation de près de 35 % par rapport au rythme actuel de graduation dans ces secteurs. Nous allons y parvenir en accentuant la formation à distance, en utilisant la double diplomation (DEP et DES), en instaurant de nouveaux programmes courts comme celui ayant permis de former des préposés aux bénéficiaires et en augmentant notre enveloppe budgétaire de requalification pour les personnes sans emploi ou qui se réorientent.

Tutorat

En 2021, pour mieux aider les élèves à relever les défis de scolarisation et d'apprentissage posés par la pandémie, le gouvernement de la CAQ a créé le premier programme national de tutorat. Permettant le recrutement massif de tuteurs, cette initiative avait pour but d'offrir un soutien supplémentaire aux élèves les plus affectés par la pandémie.

Plus d'un élève sur cinq a bénéficié du tutorat pour l'année scolaire 2020-2021 et plus de 15 000 tuteurs ont été recrutés. Le taux de satisfaction est de 95 % au sein des centres de services scolaires, tandis que des partenariats avec Alloprof et Tel-jeunes ont obtenu des résultats très positifs. Le succès est indéniable, et un gouvernement de la CAQ ira encore plus loin en généralisant le programme à l'ensemble du réseau.

Plateforme pour les élèves en difficulté

L'aide aux élèves vulnérables est une priorité pour la CAQ depuis sa fondation. Pour réduire efficacement le décrochage scolaire, il est primordial d'assurer la réussite éducative du plus grand nombre d'élèves. C'est pourquoi un gouvernement de la CAQ va accroître significativement l'offre de services professionnels pour les jeunes en difficulté d'apprentissage et donc, à risque de décrochage. Nous mettrons en place une plateforme qui permettra entre autres de tenir des rencontres virtuelles avec un professionnel, pour les élèves qui n'auraient autrement pas accès à ce service, et ce, peu importe la région où ils se trouvent. Cette plateforme offrira aussi une banque d'outils aux parents.

Rénovation majeure de nos écoles

Après des années de négligence des gouvernements précédents, celui de la CAQ s'est attaqué à la vétusté de nos écoles en investissant massivement dans l'agrandissement et la construction de nouvelles écoles. Dans un deuxième mandat, la CAQ entend accentuer ce travail et investir encore plus pour rénover et embellir les écoles vieillissantes pour que nos jeunes apprennent dans des endroits stimulants.

Les cours d'école occupent une place importante dans nos milieux de vie. Lieux de rassemblement par excellence de plusieurs quartiers, elles consistent encore trop fréquemment en de grandes étendues d'asphalte grises qui sont malheureusement souvent laissées à l'état d'îlot de chaleur. La CAQ entend s'attaquer à cette situation et verdir davantage de cours d'école en plus d'améliorer la qualité des espaces de jeu. Ces lieux privilégiés seront transformés, à la fois pour le bien-être des enfants et pour les rendre plus sains et plus attrayants.

De belles écoles

Dès son arrivée au pouvoir en 2018, la CAQ a lancé un vaste chantier de construction et de rénovation des écoles afin d'offrir aux élèves un meilleur environnement d'apprentissage, et un milieu de travail beaucoup plus stimulant aux enseignants.

L'architecture «bunker» est désormais révolue. Les écoles de nouvelle génération construites sous l'impulsion de la CAQ sont abondamment fenestrées pour permettre l'entrée d'un maximum de lumière naturelle. Elles sont aussi bien aérées, en plus de respecter les principes d'écoresponsabilité et de développement durable. Ces nouvelles écoles constituent des milieux propices à l'épanouissement de nos jeunes, et des espaces où la végétation est présente, cultivée et mise en valeur. Une signature architecturale contemporaine les rend distinctives, en plus de mettre en valeur des matériaux québécois comme le bois naturel et l'aluminium.

Le gouvernement de la CAQ a aussi investi des sommes colossales dans plusieurs projets d'agrandissement d'écoles primaires et secondaires. On a ainsi créé des milliers de places de plus pour nos élèves, modernisé des gymnases, aménagé des classes plus lumineuses, rénové des espaces communs et des cours d'école pour les rendre plus conviviaux. Un gouvernement de la CAQ continuera ses investissements afin de construire de nouvelles écoles à la hauteur des attentes des jeunes.

Porte d'entrée numérique unique

Tous ces changements seraient incomplets s'ils ne servaient pas à simplifier aussi la vie des parents. Le «dossier unifié de l'élève» va dans ce sens. Bientôt, tous les enfants du Québec auront un seul dossier numérique personnalisé qui les suivra tout au long de leur parcours scolaire. Ce dossier normalisé permettra de faciliter la transition entre le primaire et le secondaire ou lors de changements d'école.

Que ce soit à des fins administratives ou pédagogiques, l'école demande aussi aux familles d'avoir recours à différentes plateformes technologiques pour l'inscription à des activités, le paiement de frais, les notifications d'absence ou l'accès à des documents comme les bulletins. Avec la pandémie, l'utilisation de ces plateformes a connu une expansion avec, entre autres, l'avènement de l'enseignement à distance et la visioconférence. La multiplication de ces plateformes cause cependant des maux de tête aux parents qui n'ont pas toujours le temps, les compétences ou l'équipement requis pour suivre le rythme. Il est temps de simplifier le tout.

Inspiré par ClicSanté, la plateforme numérique conviviale que les Québécois ont utilisée pendant la pandémie pour prendre leurs rendez-vous de vaccination, un gouvernement de la CAQ entend créer une porte d'entrée numérique pour tous les parents du Québec.

L'ensemble des informations concernant le parcours scolaire de leurs enfants s'y retrouvera.

| Valorisation de l'enseignement du français

Si le français est ce qui nous distingue, il est aussi ce qui nous unit. Le français est une source de fierté, une source de savoir, une source de beauté dont il faut en prendre soin !

On insiste souvent sur l'importance de maîtriser une seconde langue sur le marché du travail. Mais fait moins connu, une mauvaise maîtrise du français a également des conséquences économiques majeures : 35% des employeurs auraient rejeté des candidatures pour cause de manque de compétence dans notre langue. Les taux d'échec sont alarmants. Il est impératif que les élèves soient mieux encadrés pour maîtriser leur langue et assurer leur succès à l'école comme sur le marché du travail.

Dans un second mandat, un gouvernement de la CAQ entend mettre l'accent sur l'enseignement du français aux jeunes. En fait, on doit entreprendre une révision en profondeur de l'ensemble des programmes d'enseignement du français. Cette réforme permettra aussi d'offrir aux Québécois d'expression anglaise les moyens d'améliorer leur français langue seconde.

| Valorisation de la lecture

La CAQ mettra en œuvre plusieurs initiatives afin de faire de la lecture une priorité et de promouvoir celle-ci auprès des parents et de leurs enfants, des aînés, des organismes communautaires et des municipalités. Elle souhaite notamment lancer une vaste campagne de promotion pour développer le goût à la lecture. Ainsi, on octroiera chaque année un montant à tous les enseignants du préscolaire et du primaire pour l'achat de livres québécois.

| Enseignement supérieur

Le gouvernement de la CAQ veut promouvoir une approche intégrée en enseignement supérieur. Les cégeps aussi bien que les universités regorgent de possibilités. Leur potentiel ne demande qu'à être mieux exploité, au bénéfice de l'enseignement, mais également de la recherche. Le savoir qui y est produit peut avoir des répercussions importantes sur l'économie à l'échelle locale et nationale. L'arrimage entre l'enseignement supérieur et les entreprises mérite cependant d'être bien meilleur. C'est tout le Québec qui en sortira gagnant.

Il faut soutenir nos chercheurs, nos professeurs et nos étudiants pour leur permettre de travailler dans un milieu stimulant et dynamique, exempt d'intimidation et de censure, où leur expertise sera reconnue et valorisée. Ce qui a fait la force de notre culture et de notre civilisation au fil des siècles, c'est la liberté de pensée et d'expression, la liberté de conscience, la liberté de se consacrer à la recherche de la vérité sans risquer le bannissement de sa société. Restons fidèles de tout cœur à nos valeurs démocratiques, à ce qui dans notre histoire a été un facteur de progrès et d'émancipation. Protégeons la liberté académique! Et d'abord et avant tout, favorisons l'éducation. Redonnons-lui le rôle qu'elle mérite dans notre société.

| Études québécoises

Au Québec, depuis les années 1990, les études québécoises sont en déclin dans nos universités. Cette situation nous conduit peu à peu à une perte de connaissances du Québec, de son histoire, de ses institutions, de ses enjeux, de ses particularités et de son identité culturelle unique en Amérique du Nord. Il est nécessaire d'accroître notre soutien au milieu universitaire québécois, en investissant davantage dans la recherche et particulièrement dans les études québécoises. Au cours d'un prochain mandat, un gouvernement de la CAQ souhaite soutenir la recherche qui témoigne des particularités de l'approche québécoise, notamment en matière économique, sociale, historique, culturelle et juridique.

Engagements

- Moderniser la formation professionnelle afin d'aider à pallier la pénurie de main-d'œuvre
- Généraliser le programme de tutorat à l'ensemble du réseau scolaire québécois
- Offrir plus de services aux élèves en difficulté
- Rénover nos écoles vieillissantes ou vétustes
- Poursuivre la construction de belles écoles
- Transformer et verdir les cours d'école pour le bien-être de nos jeunes
- Créer un portail d'accès numérique unique sur le parcours scolaire
- Valoriser l'enseignement du français dans tout le réseau scolaire
- Valoriser la lecture chez les jeunes
- Aider les enseignants du primaire à se bâtir une bibliothèque de livres jeunesse
- Promouvoir une approche intégrée en enseignement supérieur
- Bonifier les études québécoises

Identité nationale

Le Québec d'abord

L'identité nationale du Québec trouve sa source dans notre histoire commune, dans notre culture, et dans notre langue. C'est ce qui fait notre fierté en tant que peuple. Et c'est la base sur laquelle un gouvernement de la CAQ appuiera son action pour permettre au Québec de réaliser de grandes ambitions.

Seule nation majoritairement francophone en Amérique du Nord, le Québec est cependant minoritaire dans l'ensemble canadien. Cette situation lui confère une responsabilité historique particulière : protéger et promouvoir la langue française, sa culture, son système juridique de droit civil, ses institutions propres ainsi que le caractère laïc de l'État québécois.

Plus d'autonomie, plus de pouvoirs

Tout au long de son premier mandat, le gouvernement de la CAQ s'est affiché comme résolument nationaliste. Cette position est au cœur de son projet politique et repose sur un principe de loyauté envers le Québec, particulièrement en ce qui a trait à la protection de son identité et à la défense de ses intérêts vitaux : ce que Daniel Johnson père a appelé le « Québec d'abord ».

Ce pilier essentiel est exprimé très clairement dans l'article 1 du programme de la CAQ, « un parti nationaliste moderne dont l'objectif premier est d'assurer le développement et la prospérité de la nation québécoise à l'intérieur du Canada, tout en défendant avec fierté son autonomie, sa langue, ses valeurs et sa culture. »

Dans un éventuel prochain mandat, un gouvernement de la CAQ continuera de travailler de manière constructive au sein de la fédération canadienne, mais il poursuivra surtout sa quête de reconnaissance et d'autonomie politique et économique pour le Québec. Cette aspiration, un gouvernement de la CAQ entend la refléter pleinement dans ses décisions et dans son action. Il fera notamment d'une augmentation des transferts en santé et de l'obtention des pleins pouvoirs en immigration des priorités.

Pleins pouvoirs en immigration

Le Québec est l'un des endroits dans le monde qui accueille le plus grand nombre d'immigrants en proportion de sa population. C'est une richesse pour notre société! L'intégration de l'immigration à la réalité française du Québec reste toutefois un défi.

Il faut qu'une portion plus importante des immigrants soit francophone, et que la grande majorité des étudiants internationaux fréquente des cégeps et des universités francophones dans toutes nos régions.

L'heure est venue pour Ottawa d'accepter que le Québec ait tous les pouvoirs nécessaires à l'accueil et à l'intégration de ses immigrants et qu'on leur donne les moyens d'apprendre la langue française s'ils ne la maîtrisent pas déjà. La régionalisation de l'immigration au Québec sera également à l'ordre du jour d'un prochain mandat. L'immigration doit contribuer à la vitalité de l'ensemble du territoire québécois.

Une grande avancée pour la protection du français

Fait marquant de son premier mandat, le gouvernement de la CAQ a fait adopter la Loi 96 pour renforcer le statut du français. Il s'agit sans conteste de la plus grande avancée pour la protection de la langue française au Québec depuis la Loi 101 en 1977.

Loin de marquer la fin des efforts de la CAQ pour protéger la langue française, l'adoption de la Loi 96 représente au contraire le début d'une grande relance linguistique qui se poursuivra dans un prochain mandat, pour permettre à la nation québécoise de continuer d'exprimer son identité et de la partager fièrement.

La laïcité, un acquis à protéger

La CAQ s'était résolument engagée à régler la question de la laïcité de l'État, dans la foulée d'un débat qui durait depuis de nombreuses années dans la société québécoise. La *Loi sur la laïcité de l'État* (Loi 21), adoptée à l'Assemblée nationale le 16 juin 2019, définit notre façon de vivre ensemble au Québec. Elle établit formellement la laïcité de l'État et enchâsse cette exigence dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

Comme la Loi 96, la Loi 21 est aujourd'hui mise au banc des accusés (par les oppositions). Un gouvernement de la CAQ continuera à la défendre afin d'assurer la laïcité de l'État.

Promotion de la culture québécoise

La culture est partie intégrante de notre identité et nourrit notre fierté d'être Québécois. Elle exprime qui nous sommes, ce qui nous anime, ce qui nous distingue ou encore ce qui nous rassemble. C'est pourquoi tout au long de son premier mandat, le gouvernement

de la CAQ a fait le choix de soutenir de façon significative le milieu culturel.

Il faut continuer d'aller de l'avant en donnant plus de moyens à nos créateurs et à notre industrie culturelle. La clé du dynamisme québécois est sa créativité artistique. Un gouvernement de la CAQ entend maintenir cet appui sous toutes les formes possibles, en favorisant la diffusion des produits culturels auprès de tous les publics, notamment par la promotion de la lecture dans les classes. Il y a là un enjeu identitaire très important pour une nation comme la nôtre. La formation de nouveaux publics est essentielle à la survie de notre culture.

Avec les Espaces bleus, le gouvernement a voulu créer des lieux populaires pour que les gens d'ici et d'ailleurs puissent découvrir ou se rappeler l'histoire de notre nation. Tout en faisant revivre des bâtiments patrimoniaux d'exception, ces espaces font une place importante aux femmes et aux hommes qui ont bâti notre Québec, qui nous ont transmis des émotions et la fierté d'être Québécois. Plusieurs de ces bâtisseurs proviennent du milieu de la culture. L'extension de ce parcours d'infrastructures culturelles permettra de promouvoir encore mieux notre héritage. Un gouvernement de la CAQ poursuivra donc le déploiement des Espaces bleus dans son prochain mandat.

Contenu québécois pour la jeunesse

Du contenu produit ici, en français, par nos artisans et nos créateurs reste la meilleure façon d'exprimer ce que nous sommes et de transmettre notre héritage. À l'ère des nouvelles technologies de l'information et des réseaux sociaux, il existe un réel danger pour nos jeunes de perdre le contact avec leur identité culturelle. Un gouvernement de la CAQ entend soutenir vigoureusement la production de contenus de qualité en français destiné aux jeunes. Il compte également mettre davantage en valeur et mieux diffuser le catalogue des œuvres télévisuelles et cinématographiques québécoises.

Nous souhaitons offrir à nos enfants des séries stimulantes, 100 % en français, bien ancrées dans la réalité québécoise, et ce, dans un environnement sécuritaire, sans publicité. C'est pourquoi nous nous engageons à investir au cours des prochaines années dans de nouvelles productions originales dédiées à la jeunesse et pour permettre la diffusion de contenu déjà existant.

Lutte contre l'analphabétisme et promotion de la lecture

Le taux de littératie des Québécois est alarmant. Selon la Fondation pour l'alphabétisation, plus de 53 % d'entre eux vivent des enjeux sévères à cet égard. Quant aux élèves québécois, ceux-ci ont des résultats en lecture inférieurs à la moyenne canadienne. Au cours de son mandat, le gouvernement de la CAQ a agi pour s'attaquer à ce problème, notamment par le programme Agir tôt et par des fonds supplémentaires visant à regarnir les bibliothèques scolaires.

Nous devons continuer d'agir pour améliorer la situation. C'est pourquoi un gouvernement de la CAQ mettra en œuvre plusieurs initiatives concrètes pour donner le goût de la lecture, particulièrement chez les jeunes. Nous nous engageons à fournir davantage de moyens aux enseignants du préscolaire et du primaire pour les soutenir dans la promotion auprès de leurs élèves de la lecture de livres jeunesse d'auteurs ou d'illustrateurs québécois. Au cours d'un prochain mandat, nous comptons aussi déployer une vaste campagne de sensibilisation à la lecture. Pour ce faire, l'une des quatre prochaines années sera décrétée officiellement l'année de la lecture, ce qui sera accompagné de plusieurs autres actions en faveur de la lecture et de l'accès aux livres partout sur le territoire québécois.

Valoriser la lecture et promouvoir les auteurs d'ici permet de lutter directement contre l'analphabétisme en plus de faire rayonner notre culture et notre identité.

Politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire

Un gouvernement de la CAQ réélu déposera un plan de mise en œuvre qui complètera et concrétisera la vision stratégique de la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire. Ce plan modifiera plusieurs lois et fournira aux instances municipales des leviers pour accélérer la révision de leurs planifications et pour favoriser une prise de décision optimale basée sur une expertise et des connaissances accrues.

Pour ce faire, le gouvernement adoptera de nouvelles orientations gouvernementales en aménagement. Celles-ci assureront la création de milieux de vie de qualité, complets et durables, la préservation des espaces naturels et du territoire agricole ainsi que la lutte contre les changements climatiques, en plus de favoriser le dynamisme, la vitalité économique et l'authenticité des collectivités. Ces orientations seront assorties d'indicateurs et de cibles concrètes, convenues avec le milieu, et de mesures de suivi qui nous permettront d'atteindre nos objectifs en aménagement et en architecture.

Patrimoine religieux

Le clocher est souvent la principale signature d'un village. Autrefois, c'est autour de l'église qu'il se construisait et s'animait. Au-delà de sa vocation religieuse, l'église constitue un héritage architectural qui embellit nos régions et leur donne une personnalité. C'est pourquoi durant son premier mandat, le gouvernement de la CAQ a consacré annuellement 15 M\$ à la préservation du patrimoine religieux, en plus de créer un programme de requalification de 25 M\$ sur cinq ans. Malgré ces efforts, de nombreuses églises sont en péril à bien des endroits du Québec et les organismes à vocation religieuse peinent à en assurer l'entretien. C'est pourquoi la CAQ continuera de les préserver ou d'en transformer la vocation, afin de mieux servir les besoins de la communauté.

Infrastructures sportives

Hiver comme été, les Québécois prennent plaisir à bouger, à se défouler ou à se dépasser à travers une multitude d'activités sportives, dont le hockey, notre sport national. L'histoire du Québec est d'ailleurs riche de sportifs et d'athlètes qui ont marqué les esprits et notre mémoire collective.

Au Québec, les besoins de la population en matière d'infrastructures récréatives et sportives sont grands depuis plusieurs années. À ce titre, les municipalités, l'UMQ et la FQM réclament des programmes renouvelés en infrastructures sportives comme le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives. Et pour cause, les arénas et les piscines québécoises ont majoritairement été construits il y a plus de 30 ans et atteindront leur fin de vie utile dans un avenir rapproché.

Un gouvernement de la CAQ investira massivement dans la rénovation et la construction d'infrastructures sportives au Québec afin que tous les Québécois aient accès à des infrastructures de qualités et sécuritaires.

Partenariats bénéfiques avec les Premières Nations et les Inuits

Le gouvernement de la CAQ s'est engagé à travailler avec les peuples des Premières Nations à la mise en œuvre des recommandations de deux importants rapports, soit le rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (commission Viens) et le Rapport de l'Enquête fédéral (2019). À la suite du décès tragique de Joyce Echaquan, le gouvernement s'est aussi engagé à poursuivre la mise en œuvre de la sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux.

La CAQ privilégie une approche de partenariat avec les organisations et les milieux autochtones. Dans cet esprit, nous entendons déposer un projet de loi pour enchâsser ce principe dans la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*. La CAQ s'engage aussi à élaborer un plan de valorisation des langues et cultures autochtones en collaboration avec les Premières Nations et les Inuits. Ce travail conjoint est déjà commencé et devrait se conclure par le dépôt d'un projet de loi.

Lutte contre le racisme

Peu importe l'origine, la couleur de peau ou la descendance, chaque citoyenne et chaque citoyen québécois a droit à la même dignité, au même respect. Le gouvernement de la CAQ s'est engagé à combattre le racisme sous toutes ses formes et s'engage à poursuivre ses efforts en ce sens. Il a choisi de le faire de manière concrète, en misant sur ce qui nous rassemble au lieu de nous diviser et de débattre sur le sens des mots.

Le scandale des pensionnats des Premières Nations, les abus subis par les femmes des Premières Nations de Val-d'Or ou, plus récemment, le décès tragique de Joyce Echaquan nous rappellent aussi que les nations autochtones et les Inuits sont toujours victimes de racisme. Il faut avoir le courage de regarder cette réalité en face et d'agir pour combattre la discrimination que vivent trop d'autochtones, encore de nos jours.

Personne au Québec ne doit souffrir de discrimination ou de racisme. L'aspiration de la CAQ est que le Québec devienne un modèle de société ouverte et respectueuse des différences.

Engagements

- Travailler de manière constructive au sein de la fédération canadienne en cherchant sans relâche à obtenir plus d'autonomie pour le Québec
- Négocier avec Ottawa afin d'obtenir les pouvoirs en immigration
- Poursuivre dans la lignée de la loi 96 et s'assurer de protéger et de promouvoir la langue française
- Défendre la Loi 21 et protéger la laïcité de l'État
- Poursuivre le soutien à nos artistes
- Continuer de déployer les Espaces bleus
- Développer des contenus jeunesse
- Lutter contre l'analphabétisme en promouvant la lecture
- Déployer un plan de mise en œuvre de notre politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire
- Investir dans la préservation et la transformation des vieilles églises du Québec
- Investir massivement dans la rénovation et la construction d'infrastructures sportives
- Élaborer un plan de valorisation des langues et cultures autochtones en collaboration avec les Premières Nations et les Inuits
- Continuer à combattre le racisme sous toutes ses formes

Nos engagements

ÉCONOMIE

| Plus d'argent dans le portefeuille des Québécois

18 engagements pour continuer de renforcer notre économie

- Accorder un nouveau montant ponctuel pour faire face à l'inflation
- Réduire les impôts de manière responsable dès la première année d'un prochain mandat
- Bonifier l'aide aux aînés dès la première année d'un prochain mandat
- Plafonner la hausse des tarifs d'Hydro-Québec et autres tarifs gouvernementaux
- Poursuivre notre impulsion nationaliste en continuant de favoriser le « Fabriqué au Québec » et l'achat local au travers des politiques gouvernementales
- Intervenir afin d'augmenter la diplomation professionnelle dans des secteurs stratégiques
- Continuer la création de zones d'innovation au travers du Québec
- Assurer le dynamisme des économies locales des villes et villages
- Finaliser la couverture cellulaire du territoire occupé
- Mettre à jour la majorité du réseau cellulaire à la technologie 5G
- Augmenter la productivité de nos entreprises
- Réduire le fardeau bureaucratique pour les Québécois
- Numériser l'accès aux services gouvernementaux
- Développer le potentiel économique des régions éloignées
- Bonifier les investissements pour l'aménagement durable de nos forêts.
- Poursuivre les investissements records dédiés à l'autonomie alimentaire
- Bonifier l'aide pour les pratiques agroenvironnementales
- Soutenir la relève agricole

SANTÉ

| Une première ligne humaine, efficace et accessible

15 engagements pour améliorer notre système de santé

- Mettre en place la plateforme « Votre Santé »
- Créer un dossier de santé numérique
- Améliorer l'accès aux services de première ligne avec la télésanté
- Créer Santé Québec, une nouvelle agence qui rendra le système de santé plus efficace et plus performant
- Accorder plus d'autonomie aux divers ordres professionnels en santé
- Augmenter le nombre de médecins et le nombre de professionnels de la santé
- Accentuer les investissements pour construire, moderniser et agrandir les hôpitaux du Québec
- Poursuivre les partenariats avec le secteur privé et les organismes communautaires afin de bonifier l'offre de service aux Québécois
- Améliorer l'offre de services de soins à domicile
- Déployer l'hospitalisation à domicile partout au Québec
- Assurer le déploiement des mesures et investissements record en santé mentale
- Mettre en place un service de transports hélicoptérés
- Poursuivre la mise en oeuvre des recommandations de la Commission Laurent
- Offrir plus de places de répit pour accueillir les enfants handicapés
- Continuer à faire pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il respecte ses obligations de financement des systèmes de santé. Soutenir la relève agricole

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

| Un leader de l'économie verte

14 engagements pour lutter contre les changements climatiques, pour accroître la part de l'électricité dans nos vies et pour faire du Québec un leader de l'économie verte.

- Poursuivre la mise en oeuvre du Plan pour une économie verte afin de réduire nos émissions de GES d'ici 2030 et d'atteindre la carboneutralité
- Développer une filière en transports électrifiés individuels et collectifs, de la fabrication de batteries jusqu'à leur recyclage
- Développer de nouveaux réseaux de production d'énergie renouvelable : l'éolien, les biocarburants, la bioénergie, la géothermie et l'hydrogène
- Accélérer le déploiement de bornes de recharge à la grandeur du territoire québécois
- Créer un fonds bleu dédié à la protection de nos lacs, rivières et autres cours d'eau
- Investir pour prévenir l'érosion des berges
- Améliorer l'accès à la nature par l'agrandissement et la création de nouveaux parcs nationaux et de nouvelles réserves fauniques
- Augmenter la protection de la nature par l'extension de la superficie du réseau d'aires protégées dans le sud du Québec
- Fournir aux municipalités les moyens de développer des espaces verts
- Réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement grâce à la valorisation des résidus organiques, la collecte sélective, l'élargissement de la consigne et la réduction des déchets plastiques
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Appuyer les producteurs agricoles pour atteindre une autonomie alimentaire durable
- Investir davantage dans le transport interurbain
- Atteindre les cibles de 2030 en matière d'aires protégées

ÉDUCATION

| Offensive majeure contre le décrochage

12 engagements pour encourager nos jeunes à poursuivre leurs études, à développer l'envie de lire et pour leur offrir comme à leur enseignants un environnement stimulant. Aux cycles supérieurs, favoriser la recherche, mieux arrimer les programmes avec le monde du travail et promouvoir l'étude de notre histoire, de notre culture et de nos particularités.

- Moderniser la formation professionnelle afin d'aider à pallier la pénurie de main-d'œuvre
- Généraliser le programme de tutorat à l'ensemble du réseau scolaire québécois
- Offrir plus de services aux élèves en difficulté
- Rénover nos écoles vieillissantes ou vétustes
- Poursuivre la construction de belles écoles
- Transformer et verdir les cours d'école pour le bien-être de nos jeunes
- Créer un portail d'accès numérique unique sur le parcours scolaire
- Valoriser l'enseignement du français dans tout le réseau scolaire
- Valoriser la lecture chez les jeunes
- Aider les enseignants du primaire à se bâtir une bibliothèque de livres jeunesse
- Promouvoir une approche intégrée en enseignement supérieur
- Bonifier les études québécoises

IDENTITÉ NATIONALE

| Le Québec d'abord

13 engagements pour protéger et promouvoir la langue française et toutes les particularités qui font du Québec ce qu'il est.

- Travailler de manière constructive au sein de la fédération canadienne en cherchant sans relâche à obtenir plus d'autonomie pour le Québec
- Négocier avec Ottawa afin d'obtenir les pouvoirs en immigration
- Poursuivre dans la lignée de la loi 96 et s'assurer de protéger et de promouvoir la langue française
- Défendre la Loi 21 et protéger la laïcité de l'État
- Poursuivre le soutien à nos artistes
- Continuer de déployer les Espaces bleus
- Développer des contenus jeunesse
- Lutter contre l'analphabétisme en promouvant la lecture
- Déployer un plan de mise en oeuvre de notre politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire
- Investir dans la préservation et la transformation des vieilles églises du Québec
- Investir massivement dans la rénovation et la construction d'infrastructures sportives
- Élaborer un plan de valorisation des langues et cultures autochtones en collaboration avec les Premières Nations et les Inuits
- Continuer à combattre le racisme sous toutes ses formes

Continuons.



Continuons.org

AGENTE OFFICIELLE ROXANNE RINFRET